



VENDREDI 29 MAI 2020

« Nous avons déjà constaté que le confinement universel est l'une des erreurs les plus monstrueuses jamais commises par des autorités gouvernementales. » **Bill Bonner**

\$ ÉCONOMIE \$

- ▶ **Il fera plus sombre avant l'aube** (Paul Gilding) p.1
- ▶ **10 nations qui se sont effondrées à cause de la sécheresse** (Alice Friedemann) p.5
- ▶ **Le « grand récit »** (Didier Mermin) p. 8
- ▶ **HOUSTON NOUS AVONS UN PROBLÈME** : l'indice Dow Jones se déconnecte totalement des données sur l'emploi (Steve Rocco) p.12
- ▶ **Entre effondrement économique et assouvissement,... Réveillez-vous ! Profitez du temps qui vous reste pour vous préparer au pire...** (Michael Snyder) p.13
- ▶ **BOING BOING BOING...** (Patrick Reymond) p.16
- ▶ **Crise: Voilà ce qui va se passer lorsque la panique déferlera... Vous êtes prévenus !** p.19
- ▶ **Les marchés boursiers dans leur dernière phase d'un jeu qui va très mal se finir !** p.19
- ▶ **Le cash ne vaudra plus rien** p.20
- ▶ **Personne n'avait imaginé que les pertes d'emplois seraient aussi graves si rapidement** (Michael Snyder) p.21
- ▶ **Les banques centrales détruisent ce qui restait des marchés libres** p.24
- ▶ **Les banques européennes très exposées à la crise actuelle** (Philippe Herlin) p.29
- ▶ **Derrière la crise du coronavirus, une économie fragilisée depuis 30 ans** p.30
- ▶ **La décroissance ou le chemin de la pauvreté** p.34
- ▶ **Coronavirus : un jeune sur six dans le monde a déjà perdu son emploi** (Richard Hiault) p.36
- ▶ **Éditorial. Comme les dettes publiques, les paroles publiques sont et seront dévaluées.** (B. Bertez) p.38
- ▶ **Rien de bon dans les nouvelles, les imprimeurs de monnaie sont à la planche ...ils détruisent en profondeur vos institutions financières.** (Bruno Bertez) p.42
- ▶ **Essai. Le capitalisme a fait le tour du cercle vicieux, il enrichit, la richesse lui donne le Pouvoir, le Pouvoir l'enrichit.** (Bruno Bertez) p.44
- ▶ **Vers une crise des dettes publiques à moyen terme. C'est de l'ordre de la Nécessité.** (B. Bertez) p.46
- ▶ **Philippe Béchade** p.49
- ▶ **Covid-19 : "la goutte d'eau qui a fait déborder le vase"** (Nicolas Perrin) p.52
- ▶ **L'usine qui aurait pu faire basculer le destin d'un pays** (Bill Bonner) p.60

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Il fera plus sombre avant l'aube

Paul Gilding 27 mai 2020 Post Carbon Institute

"En raison de négligences passées, face aux plus simples avertissements, nous sommes entrés dans une période de danger. L'ère de la procrastination, des demi-mesures, des expédients apaisants et déroutants des

retards, touche à sa fin. À sa place, nous entrons dans une période de conséquences ... Nous ne pouvons pas éviter cette période, nous y sommes maintenant ..." **Winston Churchill, le 12 novembre 1936**



COVID 19 n'est pas un "cygne noir" - un événement singulier et inattendu. C'est le premier d'une série de ce que Tom Friedman, de New York, a appelé un "troupeau d'éléphants noirs" - des événements multiples, prévisibles et économiquement catastrophiques. Des événements que tout le monde sait venir, mais que nos dirigeants politiques et économiques ont consciemment choisi de ne pas gérer.

Les choix ont des conséquences....

Une pandémie mondiale aux conséquences économiques dévastatrices était autrefois l'un de ces "éléphants noirs" prévisibles et catastrophiques. Puis elle est arrivée - mais nous avons choisi de ne pas nous y préparer. Les autres se précipitent maintenant vers nous, notamment le changement climatique 2, l'effondrement de l'industrie des combustibles fossiles 3, les inégalités sociales et économiques 4, l'effondrement des océans et des écosystèmes 5, la famine 6, les réfugiés en masse 7 et d'autres encore. En plus de leur impact économique direct, beaucoup d'entre eux entraîneront également l'instabilité sociale, les troubles civils, le nationalisme, les crises de la dette et du crédit 8, le protectionnisme, le réalignement géopolitique et les conflits militaires 9 - ce qui amplifiera encore les conséquences économiques.

On sait que tous ces facteurs se dirigent vers nous. Ce que l'on ignore, c'est si nous allons maintenant décider de faire des choix différents en tirant les leçons de COVID-19. Nos dirigeants politiques et économiques décideront-ils d'agir ? Allons-nous leur demander de le faire ?

Si nous décidons de ne pas le faire, les conséquences sont claires. Si chaque événement aura des répercussions économiques différentes aux niveaux national, régional et mondial, collectivement, ils risquent de se fondre dans une méga crise et de provoquer un effondrement économique mondial. C'est un risque discutable. Mais il est presque certain qu'ensemble, ils entraîneront des conséquences économiques, sécuritaires et sociales dévastatrices.

Alors, avons-nous assez souffert ? Que faudrait-il pour provoquer le niveau de changement transformationnel dont nous avons besoin, non seulement en ce qui concerne le changement climatique mais aussi les inégalités, l'effondrement des écosystèmes et tous les autres impacts qui se profilent maintenant si clairement à l'horizon ?

En examinant cette question, nous devons d'abord reconnaître qu'il n'y a pas de véritable différend sur les risques. Très peu d'entre eux se demandent s'ils sont réels et s'ils vont dans notre sens. Mais nous faisons ensuite trois erreurs.

1. Premièrement, nous les considérons comme des "risques", c'est-à-dire des événements qui pourraient se produire, alors que la plupart sont aussi proches que possible de la certitude de l'avenir.
2. Deuxièmement, nous ne considérons pas l'ensemble du système et passons donc à côté des synergies économiques négatives. Ces synergies se renforcent mutuellement tout en rendant chacune d'entre elles plus difficile à gérer (par exemple, l'inégalité a entraîné une détérioration de la santé et des résultats économiques de la pandémie).
3. Troisièmement, nous souffrons d'une combinaison de préjugés d'optimisme et de déni - en supposant que ces événements se produisent quelque part "dans le futur" et que "nous trouvons toujours une solution". La pandémie était comme ça. Jusqu'à ce qu'elle ne le soit plus. Et ce n'est pas le cas. Observez les conséquences.

Alors pourquoi nous, en particulier les chefs d'entreprise et les dirigeants politiques qui ont à la fois les connaissances et le pouvoir d'agir, nous trompons-nous à ce point ? Pourquoi tant de personnes considèrent-elles encore COVID 19 comme un événement économique unique, dans une chaîne linéaire d'événements, auquel nous allons faire face et dont nous allons nous sortir ?

En partie parce que chaque événement a des conséquences et des échéances différentes. Par exemple, COVID-19 est historiquement unique et son impact économique est soudain. Les gouvernements qui décident d'arrêter des pans entiers de l'économie, de manière relativement synchronisée à l'échelle mondiale, n'ont pas de parallèle. Nombreux sont ceux qui pensent que, parce que nous avons effectivement "éteint l'interrupteur", nous pouvons simplement "le rallumer". Puis, dans quelques années, nous retrouverons la croissance et les choses "reviendront à la normale".

Il s'agit d'une vision linéaire de l'économie mondiale. Elle est profondément erronée - et incroyablement dangereuse car elle signifie que nous ne sommes pas prêts pour ce qui va arriver.

C'est la principale raison pour laquelle nous avons mal diagnostiqué le problème. Lorsque vous considérez le système comme un système, vous pouvez voir ces autres événements économiques qui continuent à se précipiter vers nous. Vous voyez aussi les synergies négatives, qui amplifient chacun des risques et raccourcissent le temps pour les autres.

Même si la plupart des gens ne voient pas les choses de cette façon, ce n'est pas une pensée radicale. En effet, c'est un processus très bien compris de l'histoire. Comme l'a fait valoir la Bank of America Merrill Lynch dans une récente analyse économique des impacts de la pandémie :

"Les crises mondiales historiques comme les guerres, les révolutions et les pandémies donnent souvent l'impression de faire avancer l'histoire à grands pas"... "Des processus qui prennent normalement des décennies, voire plus, se déroulent en quelques semaines".

"Le coronavirus est l'événement politique, économique et psychologique de notre vie qui entraînera des bouleversements et des transformations pour les années à venir. Il entraînera une transformation radicale du type de celle qui ne se produit qu'une fois par génération".

Comment tout cela va-t-il se dérouler dans la pratique ? De nombreuses façons différentes, mais il faut tenir compte de celles-ci :

- **L'effondrement de l'industrie des combustibles fossiles** - bon pour l'action climatique mais mauvais pour la stabilité géopolitique 10 - a longtemps été compris comme un risque financier systémique. La pandémie vient peut-être de le déclencher 11, entraînant non seulement des pertes économiques mais aussi des changements majeurs de pouvoir au niveau mondial.
- La pandémie a mis en évidence les faiblesses structurelles inhérentes à certaines des plus grandes économies mondiales, mais aucune ne l'a été plus que les États-Unis. Leur faible réaction à la pandémie, combinée à l'inégalité, fera probablement basculer les États-Unis dans la dépression 12 - ou pire encore. Le commentateur social Umair Haque décrit l'état actuel des États-Unis comme "une nation dans laquelle les revenus, l'épargne, l'espérance de vie, le bonheur, la confiance sont tous en chute libre. C'est le genre d'effondrement social épique". Je pense qu'il a raison. L'effondrement auquel nous assistons va probablement conduire à de violents troubles civils et au chaos politique - mais certainement à une polarisation et une instabilité laides, à des conflits commerciaux manufacturés, au nationalisme et au protectionnisme.
- Ces deux exemples, qui s'ajoutent à la révolution des énergies renouvelables et des transports électrifiés déjà en cours, précipiteront des changements mondiaux massifs de pouvoir politique et économique, non seulement des États-Unis vers la Chine, mais aussi plus largement, avec des implications de grande portée¹³. Comme l'affirme le rapport de la Bank of America, cela pourrait entraîner "certains des plus grands changements de pouvoir jamais observés dans l'histoire économique moderne". Les États-Unis seront un empire en déclin, avec tous les risques que cela comporte.

Des événements de cette nature - si ce n'est ces événements précis - se produiront presque certainement. C'est pourquoi la plupart de ces "risques" sont mieux compris non pas comme des "risques", ni comme des cygnes noirs, mais comme des éléphants noirs en train de piétiner. Nous pouvons les voir clairement ; nous savons qu'ils sont très dangereux et qu'un grand troupeau d'éléphants noirs court vers nous.

La seule façon de les éviter est de forcer les décideurs politiques et le monde des affaires à reconnaître collectivement de quoi il s'agit réellement. Nous avons un problème de système et si nous ne le résolvons pas de manière systématique, nous échouons.

Le ferons-nous ? Ou lancerons-nous une version symbolique d'un programme de "New Deal vert", ajouterons-nous un filet de sécurité sociale légèrement plus solide et appellerons-nous cela une révolution ? Utiliserons-nous cette opportunité - ou nous contenterons-nous d'appliquer une politique monétaire non ciblée - en gros, de dépenser beaucoup d'argent - toujours dans l'illusion de pouvoir relancer l'économie telle qu'elle était ?

L'histoire est un professeur brutal sur ce sujet. Comme nous l'avons vu avec COVID 19, ce n'est que lorsqu'une crise existentielle frappe - avec un impact direct et immédiat - que nous nous engageons alors dans un changement vraiment spectaculaire. Cette crise sera-t-elle suffisante pour déclencher une compréhension plus large de la crise systémique plus importante et une réaction appropriée à celle-ci ?

Jusqu'à présent, les preuves ne le sont probablement pas. Pas avant que les choses n'empirent. Bien pire. Il peut s'agir ou non d'une dépression mondiale synchronisée, et il peut ne pas s'agir d'un effondrement mondial, mais ce sera très grave et cela durera longtemps.

Mes écrits sont souvent qualifiés d'"optimistes". Alors laissez-moi être clair : je ne passe pas une mauvaise journée. Mon point de vue sur tout cela - et sur la façon dont cela va probablement se dérouler - est resté

largement le même pendant 25 ans. Je crois fermement à l'ingéniosité humaine et à notre capacité de changement. J'étudie l'histoire et je constate que lorsque nous décidons de changer, il n'y a pratiquement aucune limite à la rapidité ou à l'ampleur de ce changement.

Mais nous devons d'abord décider de changer.

C'est une question de choix, et non pas de capacité à tenir nos promesses. Chaque "éléphant noir" est réparable - si nous agissons à temps. Nous avons la technologie, la capacité financière, l'intellect, l'humanité et un instinct viscéral de survie. Mais si je m'attarde sur ce potentiel ici, je risque de déclencher votre parti pris d'optimisme et l'occasion d'un déni.

Je ne veux pas que vous pensiez : "Nous trouvons toujours une solution à ces problèmes". Je veux que vous affrontiez la réalité. Nous n'agissons pas tant que nous ne nous tournerons pas vers ce que l'activiste et écrivain Margaret Klein Salomon appelle "Faire face à la vérité". Lorsque nous ferons face à la vérité sur l'état dans lequel nous nous trouvons, sur les risques encourus et sur l'ampleur des dégâts que cela pourrait entraîner, nous agirons. Mais ce moment n'est pas encore arrivé.

Il fera beaucoup plus sombre avant l'aube.

10 nations qui se sont effondrées à cause de la sécheresse

Alice Friedemann Posté le 28 mai 2020 par energyskeptic

Préface. On a récemment découvert que l'Assyrie s'est effondrée au VII^e siècle avant J.-C. Jeff Masters énumère dix autres civilisations qui ont échoué à cause de la sécheresse.

Nous pourrions être les prochains, comme le dit Lynn Ingram, professeur à l'U.C. Berkeley dans son livre : L'Occident sans eau : What Past Floods, Droughts, and Other Climatic Clues Tell Us about Tomorrow. Depuis 2000, la Californie a connu la pire sécheresse des 1200 dernières années.

Sinha, A., et al. 2019. Rôle du climat dans la montée et la chute de l'Empire néo-assyrien. Progrès de la science.

De nouvelles recherches suggèrent que c'est la sécheresse qui a conduit à l'effondrement de l'Empire assyrien (dont le cœur était basé dans le nord de l'Irak actuel) - l'une des plus puissantes civilisations du monde antique. La néo-Assyrie a été la première superpuissance de l'histoire du monde. L'empire néo-assyrien (912-609 av. J.-C.) a été la troisième et dernière phase de la civilisation assyrienne. C'était de loin le plus grand empire de la région jusqu'à cette époque, contrôlant une grande partie du territoire du Golfe Persique à Chypre. Les Assyriens étaient fondamentalement comme l'Empire dans la Guerre des étoiles, ils sont la machine dévorante.

Ils avaient aussi des compétences incroyables en tant qu'hydro-ingénieurs. Les Assyriens étaient en grande partie responsables de la façon dont fonctionne aujourd'hui le drainage du bassin du Tigre, ils ont complètement refait les flux d'eau naturels de ce paysage en utilisant des aqueducs et autres infrastructures hydrauliques. Certains de ces éléments fonctionnent encore aujourd'hui.

Aujourd'hui, l'Irak est confronté à un problème d'eau, avec un faible niveau d'eau douce par habitant, et jusqu'à un déluge à l'hiver 2019, très peu de pluie depuis 1988.

Jeff Masters. 21 mars 2016. Dix civilisations ou nations qui se sont effondrées à cause de la sécheresse.

La sécheresse est le grand ennemi de la civilisation humaine. La sécheresse nous prive des deux choses nécessaires à la vie : la nourriture et l'eau. Lorsque les pluies cessent et que le sol s'assèche, les villes meurent et les civilisations s'effondrent, car les gens abandonnent les terres qui ne sont plus en mesure de leur fournir la nourriture et l'eau dont ils ont besoin pour vivre. Alors que la chute d'un grand empire est généralement due à un ensemble complexe de causes, la sécheresse a souvent été identifiée comme le principal coupable ou un facteur contributif important dans un nombre surprenant de ces effondrements. Dans leur ouvrage intitulé *Drought*, publié en 2011, les experts en sécheresse Justin Sheffield et Eric Wood, de Princeton, identifient plus de dix civilisations, cultures et nations qui se sont probablement effondrées, en partie, à cause de la sécheresse. Alors que nous célébrons la Journée mondiale de l'eau le 22 mars, nous ne devrions pas nous montrer trop confiants dans le fait que notre civilisation mondiale actuelle est à l'abri de notre ancienne némésis - en particulier à la lumière du fait qu'un réchauffement climatique dû au réchauffement de la planète rendra les sécheresses plus intenses et les impacts plus graves. C'est pourquoi nous présentons ici une liste des dix plus grandes puissances de la sécheresse sur certaines des plus puissantes civilisations de l'histoire du monde, présentées chronologiquement.

Effondrement n°1. L'empire akkadien en Syrie, 2334 avant J.-C. - 2193 avant J.-C. En Mésopotamie, il y a 4200 ans, le grand empire akkadien a réuni tous les sémites indigènes parlant l'akkadien et les sumériens, et a contrôlé la Mésopotamie, le Levant et certaines parties de l'Iran, envoyant des expéditions militaires jusqu'à l'actuel Oman. Dans un article publié en 2000 dans *Geology*, "Climate change and the collapse of the Akkadian empire : Evidence from the deep sea", une équipe de chercheurs dirigée par Heidi Cullen a étudié les dépôts de poussière continentale soufflée dans le golfe d'Oman à la fin des années 1990. Ils ont découvert une forte augmentation de la poussière il y a 4200 ans, qui a probablement coïncidé avec une sécheresse de 100 ans qui a entraîné une baisse de 30% des précipitations en Syrie. Cette sécheresse, appelée événement de 4,2 kilo ans, aurait été causée par le refroidissement des températures de surface de la mer dans l'Atlantique Nord. L'événement de 4,2 kilo-années a également été lié à l'effondrement de l'Ancien Empire en Égypte (voir ci-dessous). L'article conclut : "La corrélation géochimique des tessons de cendres volcaniques entre le site archéologique et l'enregistrement des sédiments marins établit un lien temporel direct entre l'aridification mésopotamienne et l'effondrement social, impliquant un changement soudain vers des conditions plus arides comme facteur clé contribuant à l'effondrement de l'empire akkadien".

Effondrement n°2. L'ancien royaume de l'Égypte ancienne, il y a 4200 ans. La même sécheresse qui a fait s'effondrer l'empire akkadien en Syrie a sévèrement réduit les crues normales du Nil dans l'Égypte ancienne. Sans inondations régulières pour fertiliser les champs, les mauvaises récoltes ont entraîné une réduction des recettes fiscales et une insuffisance de fonds pour financer le gouvernement du pharaon, accélérant l'effondrement de l'Ancien Empire égyptien, constructeur de pyramides. Une inscription sur la tombe d'Ankhtifi pendant l'effondrement décrit l'état pitoyable du pays lorsque la famine sévissait : "le pays tout entier est devenu comme des sauterelles à la recherche de nourriture..."

Effondrement n°3. La civilisation de la fin de l'âge du bronze (LBA) en Méditerranée orientale. Il y a environ 3200 ans, la Méditerranée orientale accueillait certaines des civilisations les plus avancées du monde. La culture mycénienne était florissante en Grèce et en Crète. Les Hittites, montés sur des chars, s'étaient taillé un vaste

empire englobant une grande partie de l'Asa Mineure et du Moyen-Orient. En Égypte, le Nouvel Empire était à son apogée. Cependant, vers 1200 avant J.-C., ces civilisations de la Méditerranée orientale ont décliné ou se sont effondrées. Selon une étude réalisée en 2013 par PLOS, l'étude des grains de pollen fossilisés montre que cet effondrement a coïncidé avec le début d'une sécheresse de 300 ans. Ce changement climatique a provoqué des mauvaises récoltes et des famines, ce qui "a précipité ou accéléré les crises socio-économiques et forcé des migrations humaines régionales à la fin de la LBA en Méditerranée orientale et en Asie du Sud-Ouest".

Effondrement n°4. La civilisation maya de 250-900 après J.-C. au Mexique. Une grave sécheresse a tué des millions de Mayas à cause de la famine et du manque d'eau, et a provoqué une cascade d'effondrements internes qui ont détruit leur civilisation au plus fort de leur développement culturel, entre 750 et 900 après J.-C. Haug, G.H. et al, dans leur article de 2003 dans Science, "Climate and the collapse of Maya civilization", ont documenté d'importantes sécheresses pluriannuelles coïncidant avec l'effondrement de la civilisation maya.

Effondrement n°5. La dynastie Tang en Chine, 700-907 après J.-C. En même temps que l'effondrement de la civilisation maya, la Chine connaissait également l'effondrement de son empire régnant, la dynastie Tang. Les changements dynastiques en Chine se sont souvent produits en raison de soulèvements populaires lors de mauvaises récoltes et de famines associées à la sécheresse. La dynastie Tang - un âge d'or de la littérature et de l'art dans la civilisation chinoise - a commencé à s'affaiblir au huitième siècle, et elle s'est complètement effondrée en 907 après JC. Les sédiments du lac Huguang Maar en Chine datant de l'époque de l'effondrement de la dynastie Tang indiquent un déclin soudain et soutenu des précipitations de la mousson d'été. L'agriculture en Chine dépend de la mousson d'été, qui fournit environ 70 % des pluies de l'année en quelques mois seulement. Un article de Yancheva et al. paru dans Nature en 2007 spéculait que "les migrations dans la ceinture de pluie tropicale pourraient avoir contribué au déclin simultané de la dynastie Tang en Chine et des Mayas classiques en Amérique centrale".

Effondrement n°6. L'empire Tiwanaku de la région du lac Titicaca en Bolivie, 300 - 1000 après J.-C. L'empire Tiwanaku était l'une des plus importantes civilisations sud-américaines avant l'empire Inca. Après avoir dominé la région pendant 500 ans, l'empire Tiwanaku s'est brutalement éteint entre 1000 et 1100 après J.-C., suite à un assèchement de la région, comme le montre l'accumulation de glace dans la calotte glaciaire de Quelccaya, au Pérou. Des carottes de sédiments provenant du lac Titicaca, situé à proximité, documentent une baisse de 10 mètres du niveau du lac à cette époque.

Effondrement n°7. La culture ancestrale des Anasazi pueblos dans le sud-ouest des États-Unis aux 11e et 12e siècles après J.-C. À partir de 1150 après J.-C., l'Amérique du Nord a connu une sécheresse de 300 ans appelée la Grande Sécheresse. Cette sécheresse a souvent été citée comme une des causes principales de l'effondrement de la civilisation ancestrale des Pueblos (anciennement appelés Anasazi) dans le sud-ouest des États-Unis, et de l'abandon de lieux comme le Cliff Palace du parc national de Mesa Verde dans le Colorado. La culture du Mississippi, une civilisation amérindienne de construction de monticules qui a prospéré dans ce qui est aujourd'hui le Midwest, l'Est et le Sud-Est des États-Unis, s'est également effondrée à cette époque.

Effondrement n° 8. L'Empire khmer basé à Angkor, Cambodge, 802-1431 après J.-C. L'empire khmer a régné sur l'Asie du Sud-Est pendant plus de 600 ans, mais il a été anéanti par une série de sécheresses intenses qui ont duré plusieurs décennies, entrecoupées de moussons intenses aux XIVe et XVe siècles qui, combinées à d'autres facteurs, ont contribué à la disparition de l'empire. Les preuves climatiques proviennent d'une reconstruction de sept siècles et demi à partir des cernes des arbres tropicaux du sud du Vietnam, présentée dans une étude de 2010 de Buckley et al. intitulée "Climate as a contributing factor in the demise of Angkor, Cambodia". Ils ont écrit : "Les sécheresses d'Angkor étaient d'une durée et d'une gravité qui auraient eu un impact sur

l'approvisionnement en eau et la productivité agricole de la ville tentaculaire, tandis que les années de mousson de forte magnitude ont endommagé ses infrastructures de contrôle de l'eau".

Effondrement n°9. La dynastie Ming en Chine, 1368-1644 après J.-C. La dynastie Ming de Chine - l'une des plus grandes périodes de gouvernement ordonné et de stabilité sociale de l'histoire de l'humanité - s'est effondrée à un moment où la sécheresse la plus grave qu'ait connue la région depuis plus de 4000 ans s'est produite, selon les sédiments du lac Huguang Maar analysés dans un article de Yancheva et al. paru en 2007 dans Nature. Les experts en sécheresse Justin Sheffield et Eric Wood de Princeton, dans leur livre de 2011, Drought, ont spéculé qu'une mousson d'été affaiblie, provoquée par les conditions chaudes d'El Niño dans le Pacifique Est, était responsable de l'intense sécheresse, qui a conduit à une famine généralisée. Une inscription trouvée sur un mur de la grotte Dayu dans les montagnes Qinling de Chine centrale, datée du 10 juillet 1596, durant la 24ème année de la dynastie Ming de l'empereur Wanli, dit : Les montagnes pleurent à cause de la sécheresse".

Effondrement n°10. La Syrie moderne. La guerre civile dévastatrice de la Syrie qui a commencé en mars 2011 a tué plus de 300 000 personnes, déplacé au moins 7,6 millions de personnes et créé 4,2 millions de réfugiés supplémentaires. Bien que les causes de la guerre soient complexes, la sécheresse dévastatrice qui a commencé en 1998 a été un facteur clé qui y a contribué. Cette sécheresse a entraîné la plus grave série de mauvaises récoltes jamais enregistrée en Syrie, ce qui a forcé des millions de personnes à quitter les zones rurales pour les villes, où le conflit a éclaté. Cette sécheresse a presque certainement été la pire que la Syrie ait connue au cours des 500 dernières années (98% de chances), et probablement la pire depuis au moins 900 ans (89% de chances), selon une étude de Cook et al. sur les cernes des arbres en 2016, "Variabilité spatio-temporelle de la sécheresse en Méditerranée au cours des 900 dernières années". Les émissions de gaz à effet de serre causées par l'homme ont été "un facteur clé" dans l'assèchement des précipitations hivernales dans la région méditerranéenne, y compris en Syrie, au cours des dernières décennies, comme l'indique un communiqué de presse de la NOAA qui accompagnait un document de Hoerling et al. de 2011 sur la fréquence accrue de la sécheresse en Méditerranée. Un document de 2016 de l'expert en sécheresse Colin Kelley a montré que l'influence des émissions humaines de gaz à effet de serre avait rendu la récente sécheresse dans la région 2 à 3 fois plus probable. Le blogueur de Wunderground sur le changement climatique, Dr. Ricky Rood, a présenté son point de vue sur la sécheresse actuelle en Syrie dans son post du 21 mars, Ineffective Resolution : Middle East and Climate Change.

Le « grand récit »

Didier Mermin Paris, le 7 juillet 2018



Après son documentaire « [Demain](#) » et [plusieurs ouvrages](#), Cyril Dion vient de publier un « [Petit manuel de résistance contemporaine](#) » où il appelle, selon son interview dans *Libé*, à la « [construction d'un grand récit commun](#) », car il conviendrait de « [considérer la place des récits comme moteur principal de l'évolution des sociétés](#) ». L'idée nous plaît beaucoup, mais n'est-elle pas trop belle pour être vraie ? Avertissons d'emblée que personne ne sait exactement quel est le « *moteur* » de notre évolution, la question reste ouverte, ce qui autorise toutes les spéculations. Mais l'idée d'un « *grand truc* » pour « *se sortir de là* » est bien dans l'air du temps, elle découle du catastrophisme ambiant soutenu par les mauvaises nouvelles qui se succèdent sans relâche. En 1975, soit trois ans après Meadows, Malraux avait déjà pronostiqué que « [le XXI^{ème} siècle sera mystique ou ne sera pas](#) », certains aujourd'hui parlent de « *changer de modèle* », d'autres, comme Paul Jorion, annoncent la « [fin du capitalisme](#) », et nous savons, depuis la Bible, que les « *grands récits* » laissent augurer de grands bouleversements.

Les moins pressés peuvent faire une recherche sur le Net : elle montre que le « [moteur de l'histoire](#) » préoccupe beaucoup de monde depuis des lustres, et a donné lieu à plus d'une théorie intéressante. Pour en avoir un aperçu, (ou plutôt une assommante leçon pour candidat au bac), l'on peut cliquer sur « [Le sens de l'Histoire](#) », l'on y apprend que : « *Toute philosophie de l'Histoire se doit de montrer quel peut être le moteur de l'Histoire : c'est-à-dire ce qui donne à l'Histoire son dynamisme et la fait avancer dans une direction.* » Ce texte explique d'emblée l'opposition entre, d'une part, « *l'empire qu'exerce l'esprit dans l'orientation de l'Histoire* », d'autre part la « *présence de la violence dans l'Histoire* ». Autrement dit, soit l'Histoire résulte des faits tangibles soumis aux rapports de forces, à la dynamique des liens de causes à effets, à la violence et la [lutte des classes](#), etc., soit elle procède de « *l'esprit* », et de tous ces « *grands récits* » que les humains ont imaginés.

Selon nous, idéalisme et matérialisme se marient fort bien, le premier pour faire apparaître de nouvelles idées, le second pour les imposer par la force, car les premières sont dépourvues de la puissance de l'action : « *il n'y a pas de force intrinsèque des idées vraies* » disait Bourdieu, cité par [Frédéric Lordon](#), elles ne peuvent donc pas s'imposer d'elles-mêmes. L'on peut en dire autant des idées grandioses, [l'histoire du christianisme](#) est riche d'enseignement à cet égard : sans une persécution des païens digne de Staline, il n'aurait jamais pu s'imposer. De manière analogue, (mais avec d'autres moyens), le néolibéralisme s'est imposé *via* les programmes politiques de Reagan et Thatcher après avoir longuement mijoté dans les marmites de « [l'école de Vienne](#) ». Aujourd'hui, force restant à la loi, il suffirait théoriquement de voter de nouvelles lois, de « *prendre des mesures concrètes* », pour changer le monde à peu près comme on veut.

Le grand récit selon Cyril Dion

Selon son interview à *Libé*, Cyril Dion imagine que le « *grand récit* » pourrait naître comme les petits ruisseaux font les grandes rivières : à partir de petits récits du terrain qui viendraient s'agglutiner pour former une grande fresque. Ou bien à partir de lois votées au parlement, par exemple pour « *changer notre façon de nous comporter par rapport aux animaux* », rapport au problème des abattoirs, de l'élevage en batterie, etc. Sur [France Inter](#), il avance que : « *l'urgence, c'est de transformer le modèle agricole* ».

Nous n'avons rien contre ces grandes et belles idées, mais c'est très agaçant de tomber sur un truisme, « *transformer le modèle agricole* », puisque ce **modèle est critiqué quasiment depuis sa naissance après 1945**, ce qui fait une paille. Agaçant aussi sa réponse à une auditrice évoquant les expulsions de NDDL : « *il n'y a pas eu de débat de fond, faute de récit* ». Mais puisque ce manque n'est imputable qu'au système politique, l'urgence ne serait-elle pas de transformer d'abord le modèle politique ? Et puis bon, les bases de tout ça étant économiques, ne conviendrait-il pas de transformer aussi le modèle économique ? (Et supprimer la pub en passant, sans oublier Facebook et toutes ces applis de « *l'économie de l'attention* ».)

Il se plie en fait à la crétinisation des esprits par un [système](#) d'autant plus friand de « *mesures concrètes* » qu'il cherche continuellement à s'adapter à l'opinion publique, à suivre le mouvement des idées pour les récupérer les unes après les autres, et ce, selon l'adage bien connu de : « *tout changer pour que rien ne change* ». Ce qu'il y a de bien, avec sa méthode de construction du « *grand récit* », c'est qu'elle est parfaitement adaptée à son « *grand récit* » à lui, le documentaire « *Demain* » qui a fait un nombre retentissant d'entrées. Mais ce n'est qu'un film, qu'une petite pièce du puzzle destiné à former le « *grand récit* » final, celui qui émergera naturellement de toutes les initiatives et projets que *Demain* aura eu l'heur de susciter, (et qu'il a déjà suscités selon CD lui-même). Donc, au final, son « *grand récit* » tient plutôt de cette vieille « [leçon de leadership en six mots](#) » : « *Ralliez-vous à mon panache blanc !* »

Sa méthode présente deux autres avantages. D'abord celui d'être accessible à tout le monde : chacun peut apporter sa « *petite pierre* » personnelle au « *grand récit* » collectif, ce qui est pain béni pour les prédicateurs-médiateurs de tous poils, toujours en quête d'audience. Ensuite, le résultat devant surgir de lui-même dans un avenir indéterminé, il n'y a pas de « *grand récit* » **explicite** à écrire ni même à cogiter, ni de questions à poser sur ce qu'il devrait être, et cela libère de bien des vicissitudes. « *Just do it* » en somme, la Providence s'occupera du reste.

Bref, tout ça n'étant pas très sérieux, (sauf pour les interviewers et intervieweuses complaisant.e.s, par exemple Léa Salamé), notre verdict est sans appel : pas question d'acheter son opuscule d'intellectuel bling-bling. Au demeurant, comme tous ces écrits qui se veulent « *positifs* », et vous mettent dans un monde idéal où les conflits sont escamotés comme des cartes à jouer, il est peu probable qu'il y expose le petit défaut de sa méthode qui est d'avoir pour concurrents :

- de nombreux systèmes philosophiques dont les bases remontent au VIème avant JC ;
- trois religions du Livre qui ont conquis des milliards d'esprits avant lui, et quantité d'autres systèmes religieux qui ne l'ont pas attendu pour faire de « *grands récits* » ;
- « *la science* » qui, aussi maudite soit-elle, n'en fait pas moins [rêver et réfléchir plus d'un](#), parce que c'est autrement plus intéressant que cultiver des navets sans pesticides...

Illustration : « [mystic-minds](#) »

Plus de publications sur Facebook : [On fonce dans le mur](#)

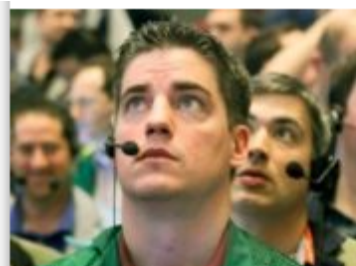




La Banque centrale européenne s'inquiète des risques d'une crise financière... Tous les signaux sont au rouge !

Publié le 27 mai 2020 à 18:00:10 / 1 commentaire / 742 vues

L'institution de Francfort souligne que les dettes des entreprises, des ménages et des Etats augmentent, tandis que les banques sont affaiblies. Tous les signaux sont au... Lire la suite



Les marchés boursiers dans leur dernière phase d'un jeu qui va très mal se finir !

Publié le 28 mai 2020 à 10:00:40 / 3 commentaires / 718 vues

Peu de gens réalisent que nous sommes maintenant dans la toute dernière phase d'un jeu d'investissement qui va mal finir. Les principaux marchés boursiers,... Lire la suite



Une crise aux effets à long terme... Avec Christian Chavagneux

Publié le 28 mai 2020 à 09:00:47 / 1 commentaire / 418 vues

« Cette crise n'est pas une affaire de semaines. Elle n'est pas une affaire de mois. Elle est une affaire d'années et je pense qu'il faut mesurer que... Lire la suite



Le cash ne vaudra plus rien

Publié le 28 mai 2020 à 08:00:03 / 1 commentaire / 680 vues

Certains investisseurs pourraient transformer une partie de leurs actifs en liquidités étant donné que la volatilité du marché augmente... Mais ils... Lire la suite



La France se prépare à une vague de licenciements et de faillites sans précédent

Publié le 28 mai 2020 à 00:00:55 / 11 commentaires / 986 vues

Les entreprises les plus touchées par la crise ne résisteront pas au choc. Des milliers de plans sociaux, avec des cortèges de suppressions d'emplois à la clé, sont... Lire la suite



Olivier Delamarche: « Elle n'a pas la lumière à tous les étages l'élite éclairée ! »

Publié le 27 mai 2020 à 22:00:44 / 2 commentaires / 931 vues

Olivier Delamarche: « Elle n'a pas la lumière à tous les étages l'élite éclairée ! » Elle n'a pas la lumière à tous les étages l'élite... Lire la suite



pandémie de... Lire la suite

Entre effondrement économique et assouvissement,... Réveillez vous ! Profitez du temps qui vous reste pour vous préparer au pire...

Publié le 27 mai 2020 à 18:30:32 / 1 commentaire / 1 056 vues

Parfois, nous avons besoin d'être sacrément secoué afin que nous prenions conscience du fantôme dans lequel nous vivons. Avec un peu de chance, cette



Ce que... Lire la suite

Lors du confinement, le travail à domicile fut un tel succès que les entreprises songent déjà à faire des économies en sous-traitant votre télétravail à l'étranger !!

Publié le 27 mai 2020 à 17:30:27 / 3 commentaires / 1 002 vues

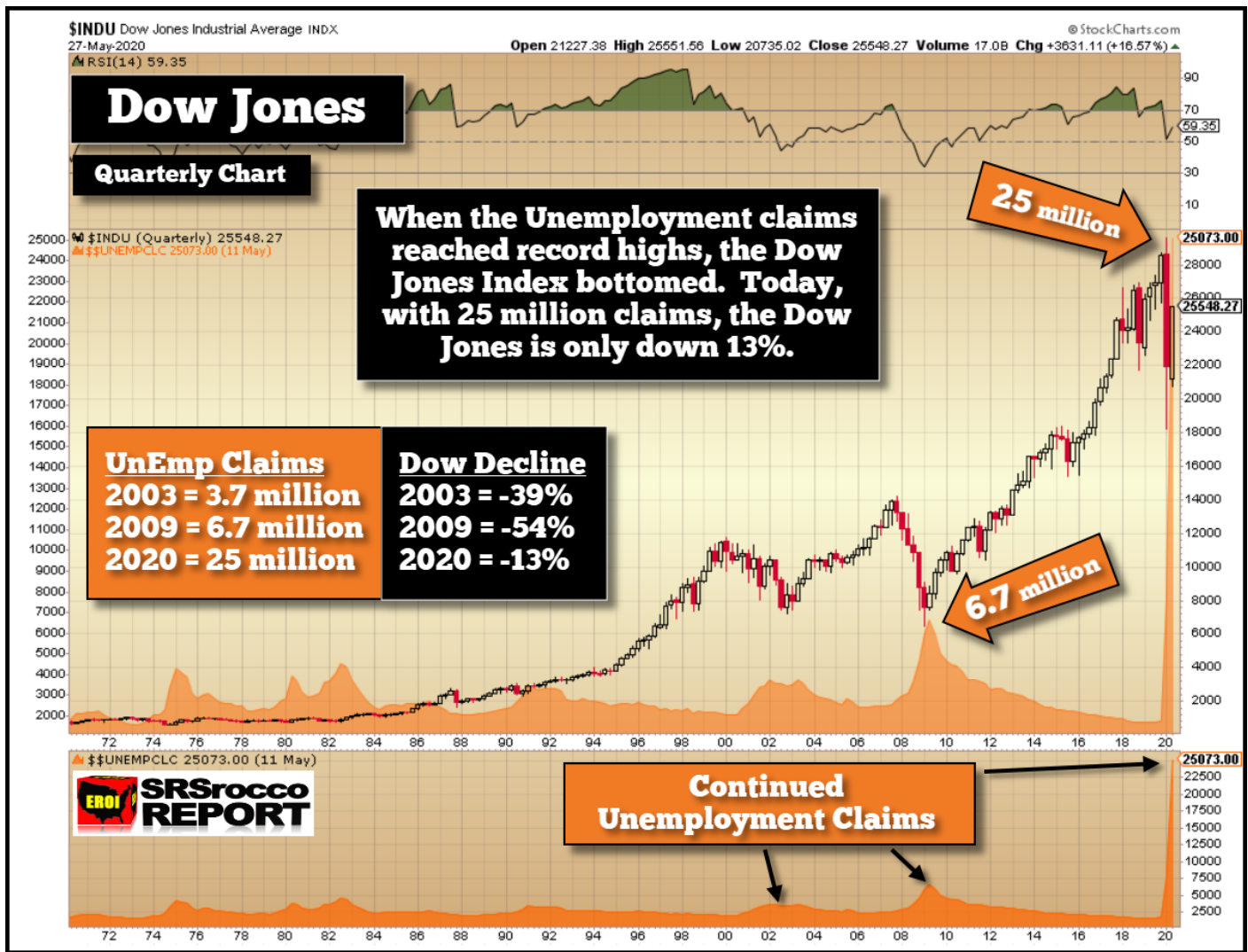
J'ai été à la tête de plusieurs entreprises tout au long de ma carrière. Au fil du temps, je me rends compte que cela m'a apporté beaucoup de satisfactions.

HOUSTON NOUS AVONS UN PROBLÈME : l'indice Dow Jones se déconnecte totalement des données sur l'emploi

Posté par Steve Rocco dans Economie, Actualité le 27 mai 2020

La plupart des investisseurs ne sont pas surpris que la Fed soutienne le marché boursier. Cependant, si l'on compare l'indice Dow Jones aux demandes de chômage qui se poursuivent, on constate que quelque chose de grave ne va pas. Selon la Réserve fédérale de Saint-Louis, les demandes d'allocations chômage sont près de quatre fois plus élevées que le pic atteint en juin 2009.

Lorsque les demandes de prolongation du chômage ont atteint un pic en 2009, l'indice Dow Jones avait chuté de 54 % par rapport à ses sommets de 2007. En revanche, aujourd'hui, avec 25 millions d'Américains bénéficiant de l'assurance chômage, le Dow Jones n'a baissé que de 13 % par rapport à son plus haut niveau.



Les demandes d'allocations de chômage continues sont indiquées à la fois dans le bas du graphique et derrière les chandeliers de l'indice Dow Jones. Lorsque les demandes de prestations de chômage ont atteint des sommets, en 2003 et 2009, l'indice Dow Jones a atteint son niveau le plus bas. Je peux vous assurer que l'ÉNORME CHANDELIER ROUGE avec la mèche atteignant presque le niveau de 18 000, ce n'était pas un BAS. Les bas, comme on l'a vu dans le passé, durent 2 à 3 trimestres.

De plus, les demandes de chômage continues sont presque QUATRE FOIS plus élevées qu'en 2009. Ainsi, l'indice Dow Jones devrait baisser encore plus bas en termes de pourcentage. Comme le montre le graphique ci-dessus, l'indice Dow Jones a chuté de 54 % par rapport à son plus haut niveau. Pour que l'indice Dow Jones atteigne le même pourcentage de baisse, il faudrait qu'il tombe à 13 750. Ainsi, le niveau de 18 000 n'était pas le plus bas pour le Dow Jones.

Bien sûr, la Fed va continuer à imprimer de l'argent pour soutenir le marché boursier et l'économie, mais à un moment donné, la GRAVITE et les FONDAMENTALES LOUEUSES vont intervenir.

J'ai déclaré que je publierais une nouvelle vidéo pendant le week-end, mais en raison de recherches dans d'autres projets, j'essaierai de la sortir dans les prochains 1-2 jours. Je montrerai que ce n'était pas une COINCIDENCE que l'indice Dow Jones ait corrigé près du niveau de 18 000.

Quoi qu'il en soit... l'économie continue de subir de nombreux dommages qui ne feront qu'empirer les choses au cours du second semestre. Même si les Américains conduisent maintenant plus, retournent au travail, aux restaurants et aux courses... l'économie est sérieusement en panne. Elle ne retrouvera probablement jamais le niveau de l'année dernière.

Entre effondrement économique et assouvissement,... Réveillez-vous ! **Profitez du temps qui vous reste pour vous préparer au pire...**

Michael Snyder Source: theeconomiccollapseblog Le 27 Mai 2020



Parfois, nous avons besoin d'être sacrément secoué afin que nous prenions conscience du fantasme dans lequel nous vivons. Avec un peu de chance, cette pandémie de Covid-19 sera le réveil général pour toutes les populations dans le monde entier, car cette crise sanitaire nous a donné un aperçu très clair de ce à quoi nous pouvons nous attendre dans les années à venir. Cette pandémie nous a montré que nos systèmes économiques et financiers n'étaient pas aussi stables que ce que la plupart des gens imaginaient, beaucoup de nos politiciens ont été même prêts à adopter des concepts de socialisme ou de tyrannie pendant cette pandémie, et il y a eu très rapidement d'importantes pénuries de produits de base, une fois que la peur liée au Covid-19 a commencé à envahir la nation. Si la situation a pu autant dégénérer lors de cette crise relativement mineure du Covid-19, à quoi ressemblera notre société une fois qu'une crise vraiment grave nous frappera ?

Si vous ne l'avez pas encore compris, ce coronavirus n'est certainement pas un scénario de fin du monde. Oui, effectivement, plus de 300 000 personnes dans le monde [sont mortes jusqu'à présent](#), et le bilan final sera sûrement bien plus élevé, mais cela n'a rien à voir avec la grippe espagnole de 1918 à 1920 qui avait tué entre 50 millions et 100 millions de personnes dans le monde entier.

C'est donc une bonne nouvelle, mais la mauvaise nouvelle est que le confinement institué par nos dirigeants politiques ont fait exploser toutes nos bulles économiques et ont complètement détruit l'économie mondiale.

Ici, aux Etats-Unis, plus de [38 millions d'américains ont perdu leur emploi jusqu'à présent](#), et [plus de 100 000 entreprises ont définitivement disparu](#) et il est prévu que le PIB américain chute d'environ -40% au cours du deuxième trimestre.

Et tout ça a été possible par la simple peur de ce virus.

Si des millions de personnes décédaient sur toute la planète, le niveau de peur auquel nous assistons serait compréhensible. Mais des millions de personnes ne sont pas mortes, et cette crise finalement s'est révélée être surtout liée à de la peur.

En fin de compte, nous repenserons à cet épisode comme d'une crise relativement mineure par rapport aux horribles pandémies qui, selon les experts, finiront bien par arriver un jour.

Donc, s'il vous plaît, ne vous débarrassez pas de tout l'équipement que vous avez récupéré. Un jour, vous en aurez besoin.

Mais pour l'instant, il n'y a absolument aucune raison pour qu'un état américain ait encore des restrictions en place, et nous avons vraiment besoin d'essayer de faire repartir notre économie car elle est en train de mourir sous nos yeux.

En fait, le conseiller économique de la Maison Blanche, Kevin Hasslett, dit que [nous pourrions voir le taux de chômage officiel atteindre 22 ou 23% en mai...](#)

Kevin Hasslett, qui est président du conseil des conseillers économiques, a averti que le taux de chômage, qui avait atteint 14,7% en avril, pourrait augmenter de 22 à 23% en mai et augmenter légèrement plus en juin avant de carrément retomber après.

« Nous verrons de très mauvais chiffres en mai, puis je pense qu'en juin, on aura un début d'amélioration », a-t-il déclaré à CNN, ajoutant qu'il pensait qu'un quatrième projet de loi de relance destiné à endiguer les pertes économiques causées par le coronavirus devrait arriver le plus tôt possible. »

Lors de cette même interview, il a même admis qu'il y avait de fortes chances que nous serions confrontés à un taux de chômage à deux chiffres lorsque [nous irons tous voter au mois de novembre...](#)

Lorsqu'on lui a demandé s'il était possible que le chômage soit un nombre à deux chiffres en novembre au moment des élections présidentielles, Hassett a répondu : « Oui, je le crois ».

Afin de mettre cela en perspectives, le taux de chômage aux Etats-Unis a culminé à environ 10% au cours de la dernière récession.

Donc, ce à quoi nous sommes confrontés en ce moment est bien pire que tout ce que nous avons connu au cours de la dernière récession, et nous continuerons d'avoir un taux de chômage très élevé dans un avenir proche.

Mais ce qui est vraiment préoccupant, c'est la tyrannie à laquelle nous avons été témoins dans tout le pays pendant cette pandémie.

Je n'aurais jamais imaginé à quel point certains de nos gouverneurs seraient autant désireux de faire preuve d'autoritarisme pendant cette crise. C'est même parfois affligeant de voir combien certains d'entre eux se sont permis de jouer avec les droits des individus et je trouve cela extrêmement inquiétant.

Pendant des années, de nombreux candidats, fervents défenseurs de la liberté ont tenté de se présenter à des fonctions publiques dans tout le pays, mais le peuple américain a continué à les rejeter et à élire des politiciens ultra-corrompus à la place.

En conséquence, nous avons le gouvernement que nous méritons, et ce n'est pas franchement réjouissant. Je connais une amie qui a été arrêtée pour avoir simplement emmenée ses enfants jouer dans un parc. A New York, une jeune femme a été brutalement mise à terre par la police [parce qu'elle ne portait pas son masque correctement.](#) Et partout aux Etats-Unis, nous avons été témoins des pasteurs arrêtés simplement pour avoir essayé de célébrer des services religieux. Non, nous ne sommes définitivement plus « le pays des libertés ».

Bien sûr, ce ne sont pas seulement les autorités qui ont hâte de faire appliquer les nouvelles règles de distanciation sociale. [J'ai un parfait exemple qui illustre cela et qui vient justement de se produire à New York...](#)

Une vidéo effrayante montre des New Yorkais furieux en train de pourchasser un client sans masque qui était entré dans un supermarché à Staten Island.

Dans ce clip de 21 secondes, qui a enregistré plus d'un million de vues, on voit au moins cinq clients en train d'insulter une femme qui ne portait pas de masque à l'intérieur d'un magasin bondé, malgré les recommandations du gouvernement.

Incroyable ce que la peur peut faire faire aux individus !

Et si nous voyons autant de peur s'installer dans la vie des gens actuellement, c'est à se demander comment les gens réagiront [lorsqu'il y aura des événements bien plus graves ?](#)

En plus de tout ce que j'ai pu partager avec vous, cette crise devrait également nous motiver tous à nous préparer à l'avenir et ce, comme nous ne l'avons encore jamais fait.

Pendant la pandémie, il y a eu des pénuries de papier toilette, de désinfectant pour les mains, de masques, de viande, de pizzas surgelées et de toutes sortes d'autres choses.

Si on repense aux derniers mois qui viennent de s'écouler, et si vous attendez le dernier moment pour envisager vous procurer tout ce dont vous avez besoin, cette crise sanitaire et économique réelle vous rappellera l'urgence de la situation.

Bien entendu, les pénuries temporaires dont nous avons été témoins en 2020 n'ont rien à voir avec celles que nous allons bientôt vivre. [J'ai beaucoup écrit](#) sur les famines qui pourraient commencer à émerger dans le monde et l'ONU avertit ouvertement que des centaines de millions de personnes pourraient être confrontées à des pénuries alimentaires sérieuses d'ici la fin de cette année civile...

L'ONU avertit le monde entier qu'une pénurie alimentaire imminente va se produire en raison de la pandémie de coronavirus. On s'attend à ce que [265 millions de personnes soient confrontées à de sérieuses pénuries alimentaires d'ici la fin de l'année.](#)

Beaucoup d'américains ne le réalisent peut-être pas, mais le reste de l'année 2020 est en fait une période où il est grand temps de se préparer à des événements catastrophiques qui vont arriver tout au long de l'année 2021, voire au-delà.

Veuillez profiter du temps qui vous reste pour vous préparer au pire.

Parce que même si cette pandémie s'est avérée être surtout une crise sanitaire qui a fait extrêmement peur, il ne faudra pas trop longtemps pour que nous soyons confrontés à des problèmes beaucoup plus graves à l'avenir.

BOING BOING BOING...

28 Mai 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Bon, derrière l'affriolante nouvelle (Boing boing va recommencer à construire ses bouses), la réalité est plus crue. Les licenciements vont pleuvoir.

Quand aux bouses en question, comme elles ne sont pas encore autorisées à voler, on va manquer de places de parking pour ces dites bouses. En plus de tous les appareils mis au rencart pour cause de défaut de la demande...

[16 000 suppressions](#) d'emplois sur 160 000, c'est comme le covid 19 : la première vague seulement.

"La remise en service de cet avion vedette n'est toutefois pas imminente car Boeing doit encore obtenir le feu vert des autorités de l'aviation civile sur les modifications effectuées, notamment sur le logiciel anti-décrochage MCAS mis en cause dans les deux accidents. "

Quand à retrouver la [confiance](#) du client, désormais encore plus désargenté qu'avant (et même au bord de la faillite).

[Quand à la proportion](#), 3800 Boeing 737 max en commande, pour un carnet de commandes de 5000 au total, cela donne, non pas un pourcentage des 2/3 mais de 76 %. Où alors, les commandes ont été annulées en masse...

[En France](#), Air Rance-KLM va réduire de 40 % ses offres sur le territoire national.

[Les licenciements](#), d'une manière générale, vont pleuvoir en France.

D'une manière générale, il est impôt-cible que la situation de boing boing s'améliore, et même que la [situation générale](#) se raffermisse.

- Les **actions** perdront 75% à 95% en termes réels suite à l'implosion de la bulle boursière.
- Les **obligations** perdront 90% à 100% de leur valeur en cas de défaillance des emprunteurs souverains et privés.
- La valeur des **biens immobiliers** implosera de 75% à 95% avec des taux supérieurs à 15% et aucun crédit disponible.
- Les **placements en capital-investissement** perdront 70% à 100% de leur valeur à cause de l'effet de levier élevé et les taux.
- Le **cash** sera soit ponctionné des comptes (bail-in), soit perdu en cas de faillite bancaire, soit totalement déprécié par les gouvernements.

C'est pas Penelope qui me contredira quand je dis que [c'est le merdier](#). Si un pôvre ministre-dépoté ne peut plus taper dans la caisse, où va t'on ???

DANS LA GRANDE DÈBACLE...

27 Mai 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Décidément, les hommes politiques tiennent à leur virilité, à leur "airport" (oui, ça plus mieux bien qu'aéroport, too french), et globalement dans le monde, on a assisté à une orgie de prêts, de subventions, de garanties, par les pouvoirs publics, qui n'ont pas ben compris le problème.

Le problème, c'est que cette activité n'était déjà pas rentable avant, et était réalisée par des compagnies surendettées. En tout [123 milliards de \\$](#), qui porteront l'endettement à 550 milliards...

En Europe, [Ryanair donc](#), continue son caca nerveux, pisse par terre et s'y roule dedans. La compagnie vient de s'apercevoir que son racket des petits aéroports, c'était désormais compliqué, et que le soutien du gouvernement irlandais, ça risquait d'être un peu juste. En effet, 3.5 millions d'habitants dans l'entité appelée Irlande, ça fait pas lourd dans la bataille. En plus, sa seule rentabilité, c'était les subventions qu'elle tirait sur les aéroports locaux...

Le pilote d'avion pourra toujours s'abonner au journal Polite (où travail Achille Talon), pour passer les longues heures où ils n'auront plus rien à glander : [50 000 à dégager](#) aux USA.

[Question transports](#) aussi, les transports d>IDF prennent le bouillon. J'ai la solution à leur proposer : doubler le prix des billets pour faire payer le coût réel du transport, et non plus le laisser à la charge du contribuable, dont celui de la Creuse, du Cantal et de la Bretagne, qui n'en ont rien à cirer... J'ai bon, là ???

[Les corbeaux](#), quand à eux, battent de l'aile, et laissent tomber leur fromage. Le problème, c'est qu'ils ne savent rien faire d'autre... Déjà que ce qu'ils savent faire, ça ne sert pas à grand chose.

Pour ce qui est des boîtes de Petri fixes (bétaillères fixes dans la nomenclature [patrick@reymond](#)), les grands [centres commerciaux](#) US tombent aussi comme des fromages [cités précédemment](#). J.C. Penney, Neiman Marcus et J. Crew sont sous la protection de la [loi des faillites](#). Si une partie des magasins pourra sans doute reprendre une activité, pour au moins une bonne moitié, leur avenir sera de servir de décor à des films d'horreurs, si du moins l'industrie cinématographique ne fait pas faillite. Plus vraisemblablement, ce sera des camps de SDF. En tous cas, ça ne vaudra plus grand chose.

[Hertz US et Canada](#) sont en faillite, ce qui n'empêche pas les dirigeants de se verser 16 millions de bonus. Là aussi, le cojone-à-virus n'est qu'un révélateur : la société perdait 1.5 \$ par action l'année dernière, et 2.5 cette année. Moi, je serais plutôt d'avis de mettre tous ces branleurs incompetents au gnouf.

[En France](#), pareil avec "La Halle", qui va virer 2000 employés et fermer des centaines de magasins. D'une manière générale, [le tsunami social](#) est en route. [Conforama](#) est dans une situation... inconfortable...

Pas de reprise mondiale en vue. les dépenses discrétionnaires, dont le [budget vacances](#) était une bonne part, va trinquer, et pas avec du pinard. Pour ce qui est de la France, [Mirlicourtois](#) nous précise que le scénario de rattrapage n'est pas au rendez vous. Xerfi nous parle de "réinvention de l'offre", le mot réinvention, très con est dans l'air du temps. On parlait avant d'augmentation salariale (Beuuuhhh nous dit le Medef). Grand écart en vue dans les statistiques : - 7.5 % de pib [pour seulement](#) - 1 % pour l'emploi....) Moi je pense à bien plus.

Pas de secours à voir venir de l'épargne. En effet, la majeure partie de celle-ci, c'est quand même constitué par le remboursement des [prêts en cours](#), non compensée par un volume de nouveaux prêts. Certains nous disent que les ménages ont [trop d'argent](#) ??? Qu'ils continuent à rembourser [leurs dettes](#). A merde, dans le système de la monnaie dette, c'est de la destruction monétaire...

[La dette publique](#), en nette augmentation ne compensera même pas le crunch de l'activité. La banque d'Angleterre elle, a arrêté l'hypocrisie de la dette. Elle finance directement le gouvernement.

[Le coronavirus](#) n'a été qu'une excuse, celle du renflouement ou plutôt de la tentative de renflouement du système qui est à bout de souffle, empile pertes, dettes, et incompetence.

LANCET, LAVETTE OU LOPETTE ???

25 Mai 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Choisissez le nom pour remplacer ce qui fut le titre d'une [prestigieuse revue](#), défunte, appelée naguère "The Lancet", qui fit autorité en son temps.

Les fabricants de chloroquine remercient vivement tous ces trous du cul, parce que, visiblement, un marché vient de se créer. La plupart des ménages intelligents vont entasser les boîtes de chloroquine, et le marché noir va battre son plein...

BFM, rebaptisée "WC", par les gilets jaunes, et toute la médiacratie finissent de se discréditer. La chloroquine, selon le lancet de 2003, c'est génial. Mais le lancet d'aujourd'hui, a surtout sa place, aussi, comme torche cul.

L'échec, d'ailleurs, de l'essai thérapeutique en France, et ailleurs, vient du fait que la base, les malades, demandait la chloroquine et l'antibiotique. Il n'y avait donc pas de groupe témoin.

De plus, quand on donne un médoc aux quasi-morts, il est certain que cela risque d'avoir un impact limité...

42 % PERMANENTES...

24 Mai 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Aux Zusa, on estime que 42 % des pertes d'emplois qui ont eu lieu pendant la pandémie seront [permanentes](#). 18 millions selon les estimations parues dans [zerohedge](#). Déjà que pas beaucoup de gens ne travaillaient vraiment, en dehors des fonctionnaires et des dealers. Dans "The wire", bodie se plaint du manque d'ardeur au travail de ses vendeurs...

Question du gigantesque foutoir occasionné par le coronavirus, on assiste à des choses étonnantes. La condamnation de l'hydroxychloroquine a peu à voir avec son efficacité ou pas réelle, mais beaucoup avec les [gros sous](#). De fait, on condamne un produit si simple et si peu cher, avec des études bidons.

L'ONU, comme le [Minnesota](#) demande l'assistance du... [Venezuela](#), pour avoir contrôlé l'épidémie. Le complexe médical-industriel de l'occident, axé sur des opérations chères et des traitements chroniques, a fait faillite. Ceux qui s'en sont sortis, sont les étatistes.

[Les populations occidentales](#), sont, de fait, fragiles de part leur mode de vies (les obèses monstrueux de l'Amérique, souvent noirs), et des maladies chroniques qu'ils trimballent. De fait, beaucoup de ses maladies sont curables par un changement de mode de vie, mais c'est plus facile de prendre un traitement.

"[Nous croulons](#) sous une avalanche de sornettes. Les politiciens ne s'encombrent pas de faits. La science se conduit à coups de communiqués de presse. L'éducation universitaire récompense les sornettes et sanctionne la pensée critique. La culture des start-up élève les sornettes au rang des beaux-arts. Des publicitaires nous adressent des clins d'yeux complices, nous invitent à les rejoindre dans le décryptage de sornettes – et profitent de notre garde baissée pour nous soumettre à un tir de barrage secondaire de sornettes. La majorité des activités administratives, que ce soit dans le secteur privé ou public, semble ne pas être grand-chose de plus qu'un exercice sophistiqué de réassemblage combinatoire de sornettes. » "

Pour ce qui est du monde "d'avant", les politiques, ont, semble t'il, cédé aux [compagnies aériennes](#). Peu importe, elles sont mortes, comme les puits de pétrole non exploités, les infrastructures qui ne fonctionnent plus et qui seront impossible à remettre en fonction...

"non, le néolibéralisme et l'europhisme ne marchent pas et non, même avec la meilleure volonté du monde, ils ne marcheront jamais".

[Certains crétiens-abrutis](#), nous parlent d'une inflation des "années 30". De fait, il faudrait qu'ils se replongent dans les livres d'histoires. les années 1930 sont des années de déflation.

Crise: Voilà ce qui va se passer lorsque la panique déferlera... Vous êtes prévenus !

Source: [or.fr](#) Le 28 Mai 2020



Les investisseurs ont aujourd'hui le choix d'Hobson. Mais ils ne comprennent toujours pas les options qui s'offrent à eux. Thomas Hobson possédait une écurie de 40 chevaux à Cambridge aux XVI^e et XVII^e siècles. Cela dit, ses clients n'avaient qu'un seul choix. Ils pouvaient soit prendre le cheval le plus proche de la porte, soit ne rien prendre du tout. Un choix d'Hobson est donc un choix qui ne comporte qu'une option « **à prendre ou à laisser** ».

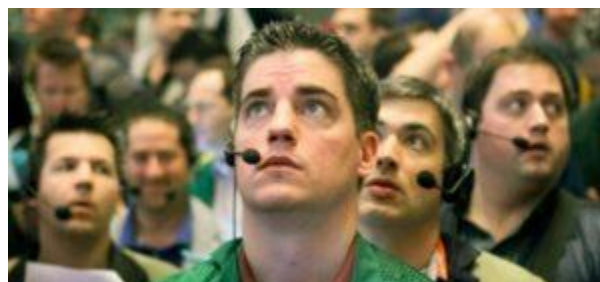
Vous trouverez ci-dessous le choix des classes d'actifs dont disposent les investisseurs aujourd'hui et dans lesquelles 99% ou plus de la liquidité mondiale est investie. Le problème est que ces actifs sont des bulles massives gonflées par la création illimitée de crédit et l'impression monétaire des dernières décennies.

Si l'on suppose que les chevaux de l'écurie représentent les classes d'actifs ci-dessous, ils seront tous un très mauvais choix, peu importe lequel est le plus proche de la porte :

- Les **actions** perdront 75% à 95% en termes réels suite à l'implosion de la bulle boursière.
- Les **obligations** perdront 90% à 100% de leur valeur en cas de défaillance des emprunteurs souverains et privés.
- La valeur des **biens immobiliers** implosera de 75% à 95% avec des taux supérieurs à 15% et aucun crédit disponible.
- Les **placements en capital-investissement** perdront 70% à 100% de leur valeur à cause de l'effet de levier élevé et les taux.
- Le **cash** sera soit ponctionné des comptes (bail-in), soit perdu en cas de faillite bancaire, soit totalement déprécié par les gouvernements.

Les marchés boursiers dans leur dernière phase d'un jeu qui va très mal se finir !

Source: or.fr Le 28 Mai 2020



Peu de gens réalisent que nous sommes maintenant dans la toute dernière phase d'un jeu d'investissement qui va mal finir. Les principaux marchés boursiers, notamment le Dow et le S&P, achèvent actuellement leurs mouvements haussiers, tant à court terme qu'à long terme. Les fondamentaux indiquent un risque élevé depuis un certain temps déjà. Le tableau technique confirme désormais que **nous achevons un marché haussier séculaire majeur qui se transformera en marché baissier séculaire aux effets dévastateurs.**

Les marchés devraient atteindre leur plus haut très prochainement. Nous verrons bientôt si le marché baissier commencera par un krach ou par une première baisse lente. Dans les deux cas, les investisseurs n'oublieront jamais l'automne 2019. C'est à ce moment-là que le sentiment va radicalement changer de cap. **La confiance et l'euphorie se transformeront en peur et en désespoir. Lorsque le marché se rendra compte que les banques centrales n'ont plus d'armes dans leur arsenal et que l'impression monétaire ou la baisse des taux n'ont aucun effet, ce sera la panique.** Quand la dernière crise a éclaté en 2006, les taux américains étaient supérieurs à 5% et les taux allemands supérieurs à 3%. Aujourd'hui, les taux américains se situent autour des 2% et les taux allemands sont négatifs. De plus, 30% ou **17 000 milliards \$ de dettes souveraines ont maintenant des taux négatifs.** Il n'y a donc pratiquement aucune marge pour effectuer des réductions significatives de taux d'intérêt.

Le cash ne vaudra plus rien

Source: or.fr Le 28 Mai 2020

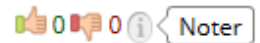


Certains investisseurs pourraient transformer une partie de leurs actifs en liquidités étant donné que la volatilité du marché augmente... Mais ils n'obtiendront aucun rendement sur leurs liquidités avec des taux négatifs ou tout juste positifs. Il y a aussi le risque de bail-in, car les banques subissent des pertes importantes. Puis, **une fois leur chute vers ZÉRO achevée, les monnaies n'auront plus aucune valeur.** Souvenez-vous qu'elles ont déjà toutes perdu 97-99% depuis la création de la Fed en 1913.

Des décennies de profits, pratiquement tous dus à l'expansion du crédit, ont poussé les investisseurs à croire que les marchés montent toujours à long terme et qu'ils sont super doués pour faire de l'argent. Ils ne comprennent pas qu'**aucune véritable compétence n'a été nécessaire pour être gagnant sur les marchés au cours des 70 dernières années.** [Voir mon article sur Alfred.](#)

Une crise aux effets à long terme... Avec Christian Chavagneux

Le 28 Mai 2020 à 09:00:47 / 1 commentaire / 419 vues



« Cette crise n'est pas une affaire de semaines. Elle n'est pas une affaire de mois. Elle est une affaire d'années et je pense qu'il faut mesurer que nous en avons pour des années avant de sortir des conséquences économiques de cette crise ». Bruno Le Maire, notre ministre de l'économie, n'y pas été par quatre chemins le 15 avril dernier à l'Assemblée nationale. Sa prédiction d'une économie française durablement affectée est-elle justifiée ? [...]

Personne n'avait imaginé que les pertes d'emplois seraient aussi graves si rapidement

par Michael Snyder le 27 mai 2020



Si vous aviez essayé d'avertir les gens fin 2019 qu'environ 40 millions d'Américains allaient perdre leur emploi d'ici le milieu de l'année 2020, personne ne vous aurait cru. Personnellement, je gère un site web appelé "The Economic Collapse Blog", et je ne vous aurais pas cru non plus. Même si j'ai averti haut et fort que ce genre de crise économique était imminente, je n'aurais jamais imaginé que nous allions perdre autant d'emplois en si peu de temps. Comme je l'ai dit l'autre jour, plus d'un quart des emplois aux États-Unis ont déjà été supprimés, et les pertes d'emplois ne cessent de s'accumuler. En fait, Boeing est actuellement en train de licencier des milliers de travailleurs hautement qualifiés...

Près de 13 000 travailleurs de Boeing, principalement aux États-Unis, devraient perdre leur emploi dans les semaines à venir, à mesure que les réductions de personnel du géant américain de l'aérospatiale prendront effet.

D'autres licenciements sont attendus, dont certains pourraient toucher le Royaume-Uni.

Ces réductions étaient attendues depuis que Boeing a révélé le mois dernier des plans visant à réduire de 10 % sa main-d'œuvre mondiale - soit environ 16 000 emplois.

Beaucoup de ces emplois sont très bien rémunérés et assortis de bons avantages sociaux, et ils ne seront pas faciles à remplacer.

Pendant ce temps, les grands distributeurs américains continuent de réduire leurs effectifs les uns après les autres. Mercredi, nous avons appris que Tuesday Morning a décidé de déposer son bilan...

Le détaillant hors prix de mardi matin s'est placé sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites mercredi, avec des projets de fermeture de plus d'un tiers de ses magasins.

Tuesday Morning était en difficulté lorsque la pandémie de coronavirus a commencé et s'est mise en chute libre lorsqu'elle a été contrainte de fermer temporairement ses magasins en raison de la crise.

Tout comme les emplois chez Boeing, ce sont des emplois qui ne reviendront jamais.

À ce stade, il m'est impossible d'écrire sur toutes les entreprises qui licencient des travailleurs, mais un autre exemple que j'ai trouvé assez remarquable est le fait que même CBS News laisse les gens partir...

"Je suis vraiment désolée", a déclaré la présidente du réseau Susan Zirinsky mercredi lors d'une réunion de tout le personnel de Zoom à propos des réductions. "Il n'y a pas une personne qui ne manquera pas".

CBS News a été durement touchée par une série de réductions de coûts qui ont vu "un pourcentage à un chiffre" du personnel du réseau licencié, selon une estimation donnée par la présidente du réseau Susan Zirinsky lors d'une conférence de mercredi après-midi.

L'élite des entreprises qui possèdent CBS News a les poches très profondes, et les Américains regardent plus de nouvelles que jamais en ce moment, et ce n'est donc certainement pas un bon signe pour l'économie que même CBS News se sente obligé de licencier des travailleurs.

Bien sûr, de nombreux chômeurs ne souffrent pas encore "profondément" à cause des énormes primes hebdomadaires qu'ils reçoivent actuellement du gouvernement fédéral.

Plus tôt dans la journée, j'ai été dirigé vers un post sur un forum Internet populaire où un travailleur nouvellement au chômage décrivait à quel point sa vie est devenue géniale maintenant qu'il est au chômage...

Avant COVID, j'étais malheureux.

J'avais un travail à 14,75 \$/h et je détestais me réveiller la plupart du temps. Depuis, j'ai été licencié (évidemment) mais je fais partie de ceux qui gagnent beaucoup plus en ne travaillant pas.

Avant, je gagnais 550-600 \$ par semaine selon mes heures de travail, mais depuis que COVID a commencé, je gagne un peu plus de 1000 \$ par semaine. Ma femme est dans la même situation et elle gagne aussi un peu plus de 1000 \$.

Sans emploi, il peut maintenant passer ses journées à traîner sans fin avec sa petite amie qui vient de se retrouver au chômage, et il affirme qu'il ne peut même pas imaginer retourner à son ancienne vie...

Aujourd'hui, nous avons l'intention de faire de la randonnée car il va faire très beau dehors et je vais utiliser mon nouveau grill pour préparer un steak ce soir. La gf est un peu snob en matière de vin, elle aime donc faire des folies sur des rouges vraiment sympas (que je prendrai certainement aussi plus tard).

Je ne comprends vraiment pas les gens qui disent être plus stressés ou qui se disputent avec leur femme/gf plus qu'avant. Cela n'a absolument aucun sens pour moi. Ces deux mois ont été les meilleurs que j'ai eus depuis un certain temps. Je ne peux pas imaginer revenir à mon ancienne vie et à ma façon de faire les choses. PAS ENCORE !

La seule chose qui n'est pas idéale en ce moment est de ne pas pouvoir voyager normalement mais je n'ai pris qu'une ou deux vacances par an auparavant pour des raisons de travail/argent. Maintenant, je peux économiser entre 800 et 1000 dollars par mois grâce à la stimulation et au bonus de COVID, ce qui fait que nous allons certainement prendre de bonnes vacances cet été.

La mauvaise nouvelle pour ce jeune couple et pour des dizaines de millions d'autres chômeurs américains est que le président Trump et les républicains du Sénat américain ne prévoient pas de prolonger les primes de chômage lorsqu'elles arriveront à échéance en juillet.

À partir de ce moment, des millions et des millions d'Américains ne pourront plus payer leurs factures mensuelles.

En fait, le New York Times nous avertit déjà que nous serons bientôt confrontés à "une vague d'expulsions alors que les aides gouvernementales et les protections juridiques s'épuisent pour des millions d'Américains sans emploi"...

Les États-Unis, déjà aux prises avec un effondrement économique sans précédent depuis une génération, sont confrontés à une vague d'expulsions alors que les aides gouvernementales et les protections juridiques s'épuisent pour des millions d'Américains sans emploi qui ont peu de marge de manœuvre financière et peu de choix lorsqu'ils cherchent un nouveau logement.

Les plus touchés sont les locataires qui avaient de faibles revenus et peu d'économies avant même la pandémie, et dont les frais de logement absorbaient une plus grande partie de leur salaire. Ils sont également plus susceptibles de travailler dans des secteurs où les pertes d'emploi ont été particulièrement sévères.

Au départ, les généreuses primes de chômage que le Congrès a adoptées étaient censées aider les chômeurs à survivre jusqu'à la disparition de la pandémie.

Mais que se passerait-il si elle persistait pendant plusieurs années, comme ce fut le cas pour la grippe espagnole ?

Et le Washington Post tente maintenant de nous convaincre qu'il y a "de bonnes chances" que COVID-19 "ne disparaisse jamais"...

Il y a de fortes chances que le coronavirus ne disparaisse jamais.

Même après la découverte et le déploiement d'un vaccin, le coronavirus restera probablement en circulation dans la population mondiale pendant des décennies.

Oui, ce virus pourrait devenir une "crise permanente", et il ne fait aucun doute que l'élite tente déjà de l'utiliser pour remodeler fondamentalement notre société.

Et tant qu'un certain pourcentage de la population aura peur de ce virus, l'activité économique continuera de baisser à des niveaux bien inférieurs à ce que nous considérons comme "normal".

Comme l'a admis le New York Times, "l'effondrement économique" est déjà là, et il sera incroyablement douloureux.

Les banques centrales détruisent ce qui restait des marchés libres

Alasdair Macleod 05/23/2020 Mises.org



Le président Reagan a dit de façon mémorable que les neuf mots que vous ne voulez pas entendre sont "Je suis du gouvernement, et je suis ici pour aider". Les gouvernements de toutes les grandes juridictions tiennent désormais cette promesse non désirée et prennent la responsabilité de tout sur leurs épaules.

Ceux qui reçoivent des subventions et des garanties de prêts sont sans doute reconnaissants, même s'ils considèrent probablement que c'est le devoir et le droit du gouvernement. Mais quelqu'un doit payer pour cela. Dans le passé, la redistribution des richesses par le biais des impôts signifiait que les nantis étaient taxés pour soutenir financièrement les démunis, du moins c'est ce qui s'est passé. Aujourd'hui, grâce à l'abaissement de la valeur monétaire, presque tout le monde bénéficie de la redistribution monétaire.

Ce n'est pas un exercice sans coût. Les gouvernements ne volent plus Pierre pour payer Paul. Ils volent Pierre pour payer Pierre également. On pourrait penser que cela est largement compris, mais les Pierre sont tellement distraits par les avantages apparents qu'ils pourraient ou non obtenir qu'ils n'en voient pas le coût. Ils ne comprennent pas que l'impression d'argent n'est pas seulement la source marginale de financement des dépenses publiques excessives, mais qu'elle est désormais devenue une pratique courante.

Les médias établis ne font pratiquement aucun commentaire sur les conséquences de l'inflation monétaire et, pour en réclamer davantage, les experts financiers nous mettent même en garde contre un effondrement déflationniste et la nécessité pour la Fed d'introduire des taux d'intérêt négatifs pour éviter la déflation. Oui, il existe des forces déflationnistes, car les banques souhaitent réduire leur exposition aux prêts à un moment où les risques augmentent. Mais nous pouvons être sûrs que les banques centrales et leurs maîtres politiques feront tout ce qu'ils peuvent pour contrer la tendance à la contraction du crédit bancaire en augmentant la monnaie de base. Il ne peut y avoir qu'une seule issue : la dévaluation et la destruction éventuelle des monnaies fiduciaires.

Il y a un aspect de la destruction provoquée par la politique monétaire qui n'est presque jamais pris en compte par les responsables politiques, et c'est la façon dont elle fausse l'allocation des capitaux et conduit à leur

mauvaise affectation. Sur les marchés libres, les capitaux sont rares et doivent être utilisés au mieux si l'on veut que le consommateur soit correctement servi et que l'entrepreneur maximise ses profits.

Le capital se présente sous plusieurs formes et englobe tous les aspects de la production : principalement un établissement, des machines, de la main-d'œuvre, des produits semi-finis et des marchandises à transformer, et de l'argent. Un établissement, tel qu'une usine ou des bureaux, et la disponibilité de la main-d'œuvre sont relativement fixes dans leur capacité. En fonction de leur déploiement et de leur capacité, ils produisent une quantité limitée de biens. Il ne s'agit que d'une forme de capital, d'argent et de crédit, que les banques centrales et le système bancaire fournissent aujourd'hui et qui, sous sa forme non garantie, est infiniment flexible. Par conséquent, les tentatives de stimuler la production par des moyens monétaires se heurtent encore aux contraintes de capacité des autres formes de capital.

La politique monétaire a été de plus en plus utilisée pour manipuler l'allocation du capital depuis les premiers jours de la Grande Dépression. L'effet a été variable, mais il s'est généralement heurté aux contraintes des autres formes de capital. Lorsqu'il y a un excès de main-d'œuvre, il faut du temps pour la recycler avec les compétences spécialisées requises, un processus entravé par les syndicats qui protègent ostensiblement leurs membres mais résistent en réalité à la réaffectation des ressources en main-d'œuvre. Le contrôle du gouvernement sur la planification et les réglementations de plus en plus étouffantes, qui freinent à nouveau le changement, font que les changements et les ajouts à l'utilisation des établissements ont allongé le temps avant que l'investissement des entreprises ne soit récompensé par des bénéfices. L'intervention du gouvernement a également découragé le retrait du capital monétaire des déploiements non rentables, ou des mauvais investissements, prolongeant ainsi inutilement les récessions.

Lorsque les nations avancées disposaient de noyaux industriels solides, les expansions périodiques du crédit et leurs contractions soudaines ultérieures ont entraîné des booms et des bustes observables au sens classique, puisque la production de biens de consommation à forte intensité de main-d'œuvre dominait l'ensemble de la production.

Deux autres évolutions ont eu lieu. La première a été l'abandon des accords de Bretton Woods en 1971, qui a entraîné une hausse substantielle des prix des produits de base. L'indice général des produits de base des Nations unies est passé de 33 à 157 au cours de la décennie, soit une hausse de 376 %.¹ Cette catégorie d'intrants de capital de production a été défavorablement comparée aux hausses de 112 % des prix à la consommation aux États-Unis au cours de la décennie, l'inadéquation entre ces catégories et d'autres catégories d'allocation de capital faisant du calcul économique un exercice stérile. Le second développement a été la libération des contrôles financiers au milieu des années 80, le Big Bang de Londres et l'abrogation de la loi américaine Glass-Steagall de 1933, permettant aux banques commerciales d'embrasser et d'exploiter pleinement les activités de banque d'investissement.

Le cartel bancaire a de plus en plus orienté sa capacité à créer du crédit vers des activités purement financières, principalement pour leurs propres livres, finançant ainsi la spéculation financière tout en désaccrochant l'expansion du crédit bancaire à des fins de production pour toutes les entreprises sauf les plus grandes. En partie en réaction, les années 90 ont vu les entreprises déplacer leur production vers des centres à bas coûts en Asie du Sud-Est, où toutes les formes de capital de production, à l'exception du capital monétaire, étaient nettement moins chères et plus flexibles.

C'est alors qu'a débuté un quart de siècle d'expansion du commerce international qui a remplacé une grande partie de la production nationale de biens aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe. Ce sont ces événements qui ont privé l'Amérique de sa production manufacturière, et non la concurrence déloyale comme

l'a prétendu le président Trump, et le fait que l'Allemagne ait conservé ses produits manufacturés le prouve. Mais cela a eu pour effet de modifier radicalement la manière dont nous devrions interpréter les effets de l'expansion monétaire sur l'économie américaine et d'autres, par rapport aux triangles de La Haye et autres.

La recherche sur le cycle économique avait supposé une structure capitaliste d'épargne des épargnants et donc de mise à disposition du capital monétaire aux entrepreneurs. L'évolution de la propension à épargner a envoyé des signaux contraires aux entreprises sur la propension à consommer, ce qui les a amenées à modifier leurs plans de production. Basé sur le rapport entre les dépenses de consommation et l'épargne, ce modèle analytique a été corrompu par l'État et ses banques agréées en remplaçant les épargnants par d'anciens épargnants qui n'épargnent plus, et même qui empruntent pour consommer.

Aujourd'hui, les origines inflationnistes des fonds d'investissement pour le développement des entreprises sont cachées par l'intermédiation financière des fonds de capital-risque, des fonds quasi-gouvernementaux et autres. Étant obligatoires, les fonds de pension continuent d'investir l'épargne, mais leurs bénéficiaires ont abandonné l'épargne volontaire et s'endettent, de sorte que même les fonds de pension ne sont pas entièrement à l'abri de l'inflation monétaire. Les fonds d'assurance seuls semblent être constitués d'une véritable épargne dans le cadre d'un système inflationniste.

Outre les fonds de pension et les compagnies d'assurance, le souhait de Keynes de voir l'épargnant euthanasié a été réalisé. Il a poursuivi en suggérant qu'il y aurait un moment "où nous pourrions viser en pratique... à une augmentation du volume du capital jusqu'à ce qu'il cesse d'être rare, de sorte que l'investisseur sans fonction ne reçoive plus de bonus".²

Maintenant que partout les dépôts bancaires ne rapportent pas d'intérêts, son souhait a été exaucé, mais Keynes n'a pas prévu les conséquences involontaires de ses politiques inflationnistes qui nous sont maintenant présentées. Entre autres erreurs, il n'a pas tenu compte de la limitation des formes non monétaires de capital, qui entraîne des goulets d'étranglement et une hausse des prix au fur et à mesure de l'expansion monétaire.

Les conséquences involontaires des échecs de la politique néo-keynésienne seront bientôt exposées. Les freins et contrepoids à la formation et au déploiement du capital monétaire dans le système de marché libre ont été complètement détruits et remplacés par l'inflation. Alors, où nous emmenez-vous, M. Powell, M. Bailey, Mme Lagarde, M. Kuroda ?

Faire le point

Nous pouvons maintenant dire que l'Amérique, la nation responsable de la monnaie de réserve mondiale, a encouragé des politiques qui ont transformé son économie, qui était au départ un producteur de biens avec des services de soutien comme source de richesse pour ses citoyens, en un peu plus qu'un casino financier. Les vertus de l'épargne et de l'économie ont été remplacées par des dépenses extravagantes financées par la dette. Les entreprises non rentables sont soutenues jusqu'au retour espéré d'une époque plus facile, aujourd'hui révolue.

Les liquidités et les dépôts bancaires (comptes chèques et dépôts d'épargne) sont presque entièrement créés par l'inflation et s'élèvent actuellement à 15,2 billions de dollars aux États-Unis, tandis que le capital total des banques commerciales est d'un peu moins de 2 billions de dollars. Cela nous indique grossièrement que les 13 billions de dollars qui se trouvent sur les comptes des clients peuvent être attribués à l'inflation des crédits bancaires. Une proportion croissante de ces clients sont des sociétés financières et des entités étrangères, et non des consommateurs qui conservent des soldes de trésorerie et d'épargne.

De l'autre côté des bilans bancaires se trouve la dette des consommateurs, principalement hors bilan, mais finalement financée sur le bilan. Si l'on exclut les prêts hypothécaires, la dette totale des consommateurs, qui comprend les dettes liées aux cartes de crédit, à l'automobile et aux études, s'élevait à 3,86 billions de dollars à la mi-2019, soit une dette moyenne de 27 571 dollars par ménage, ce qui confirme à quel point la dette des consommateurs a remplacé l'épargne³.

Avec 20 500 milliards de dollars, les bilans des banques sont bien plus importants que la simple somme des liquidités et des dépôts bancaires, ce qui leur donne un effet de levier de plus de dix fois supérieur à leurs fonds propres. Les banquiers seront très nerveux face à la situation économique actuelle, sachant que les pertes sur prêts et autres pertes de seulement 10 % anéantissent leur capital. Pendant ce temps, leurs entreprises clientes sont soit fermées, ce qui signifie que la plupart de leurs dépenses se poursuivent alors qu'elles n'ont pas de revenus, soit elles subissent des perturbations de paiement dans leurs chaînes d'approvisionnement. En bref, les livres de prêts bancaires sont en train de se retrouver dans un état désastreux. En effet, tout le système bancaire est sous l'eau alors que la Fed les exhorte à se joindre à elle pour sauver l'économie en augmentant encore plus leurs bilans.

Les sommes impliquées dans les chaînes d'approvisionnement sont considérablement plus importantes que le PIB des États-Unis. Sur terre, il s'agit d'une partie substantielle de la production brute du pays, qui capte les paiements de la chaîne d'approvisionnement à hauteur d'environ 38 000 milliards de dollars. À l'étranger, un autre chiffre énorme alimente la chaîne d'approvisionnement en dollars, ce qui porte le total pour l'Amérique à peut-être 50 000 milliards de dollars. La Fed soutient l'élément étranger par des échanges de devises et l'élément intérieur principalement par le biais du système bancaire commercial. Et elle finance indirectement les tentatives du gouvernement de soutenir les consommateurs qui sont dans le trou pour ces 27 571 dollars en moyenne par ménage.

En bref, la Fed s'est engagée à sauver toutes les entreprises du plus grand effondrement économique depuis la Grande Dépression et, probablement plus que cela, à financer les déficits budgétaires galopants du gouvernement américain et à financer le maintien de la consommation intérieure directement ou indirectement par le biais du Trésor américain, tout en pompant les marchés financiers pour atteindre ces objectifs et préserver l'illusion de richesse nationale.

Il est clair que nous sommes au seuil d'une expansion monétaire sans précédent. Il s'agira en partie, à la John Law, de veiller à ce que les prix gonflés des emprunts du Trésor américain soient maintenus. Aux taux d'intérêt actuels, le service de la dette coûte déjà au gouvernement américain 40 % de ce qui devrait être le déficit public de cette année. Ce projet de loi va maintenant augmenter de façon incontrôlable, même si les rendements obligataires n'augmentent pas. Une aide est également apportée au marché de la dette des entreprises. Blackrock a été chargé de canaliser les investissements monétaires de la Fed par le biais d'ETF (exchange-traded funds) spécialisés dans ce marché. Ainsi, non seulement la Fed souscrit au marché du Trésor américain en pleine expansion, mais elle souscrit également des dettes commerciales en dollars.

Fin 1929, une relance similaire a prolongé la reprise du marché boursier, les banques s'étant engagées à acheter des actions et la Fed ayant injecté 100 millions de dollars de liquidités sur les marchés en achetant des titres d'État. Les taux d'intérêt ont été réduits. Et lorsque ces tentatives de maintenir le prix des actifs ont échoué, le Dow a baissé, perdant 89 % de sa valeur à partir de septembre 1929.

Aujourd'hui, des tentatives similaires de sauvetage des économies et des marchés financiers par l'expansion monétaire sont communes à toutes les grandes banques centrales, à l'exception peut-être de la Banque centrale

européenne (BCE), qui se heurte à l'obstacle inattendu d'une contestation de la Cour constitutionnelle fédérale allemande revendiquant la primauté dans ces matières. Il y a donc un risque supplémentaire que le système d'inflation mondiale s'effondre en Europe, ce qui conduirait rapidement à des crises financières et bancaires pour les États membres dépensiers. Il ne fait aucun doute que toute contagion financière nécessitera encore plus d'impression de monnaie par les autres grandes banques centrales pour s'assurer qu'il n'y ait pas de faillites bancaires dans leur domaine.

Où est la sortie ?

Jusqu'à présent, peu de commentateurs ont saisi les implications de ce qui équivaut à la nationalisation totale de l'économie américaine par des moyens monétaires. Ils n'en ont vu que le début, le bilan de la Fed reflétant les premiers stades de la nouvelle inflation qui a vu son bilan augmenter de 61 % jusqu'à présent cette année. Non seulement la Fed va se battre pour tout financer, mais elle devra aussi compenser la contraction du crédit bancaire, dont on sait qu'il s'élève à environ 18 000 milliards de dollars.

La Fed doit supposer que les banques coopéreront et transmettront les liquidités nécessaires pour sauver l'économie. Outre les obstacles monétaires et opérationnels auxquels une telle politique est confrontée, elle ne peut pas s'attendre à ce que les banques veuillent assumer la responsabilité de la gestion d'entreprises qui, sans ce financement, n'existeraient pas. La Fed, ou une autre agence gouvernementale, doit alors décider de l'une des trois grandes options suivantes : poursuivre le soutien, le retirer ou assumer la responsabilité des activités des entreprises. Cette dernière option implique une nationalisation complète.

Nous ne devons pas nous laisser séduire par l'idée que ce résultat peut fonctionner. La nationalisation des banques en faillite et leur éventuelle privatisation ne constituent pas un bon précédent pour une nationalisation plus large, car une banque n'a pas besoin d'avoir le flair entrepreneurial pour estimer la demande future des consommateurs et pour entreprendre les calculs économiques nécessaires pour y répondre. L'État qui reprend les activités commerciales échoue pour cette raison, comme le montre l'effondrement d'États totalitaires tels que l'URSS et la Chine de Mao Zedong.

Cela laisse un choix difficile entre un soutien monétaire indéfini ou le fait de tirer le tapis sous les entreprises en faillite. Il n'y a pas de prix pour deviner que l'on résistera fortement à la tentation de tirer le tapis. Par conséquent, le soutien du gouvernement aux entreprises en difficulté devrait se poursuivre indéfiniment.

À un moment donné, la prise de conscience que les banques centrales et leurs gouvernements s'enfoncent dans cette impasse économique sapera les rendements des obligations d'État, malgré les tentatives des banques centrales pour y mettre fin, même si la détérioration des perspectives du pouvoir d'achat des monnaies fiduciaires ne détruit pas d'abord les finances publiques.

Plus tôt dans la descente vers la socialisation de la monnaie, les nations ont eu l'occasion de changer de cap. Malheureusement, elles n'avaient ni les connaissances ni les tripes pour deviner et mettre en œuvre un retour à des marchés libres et à une monnaie saine. Ces opportunités n'existent plus, et il ne peut y avoir qu'un seul résultat : la destruction totale des monnaies fiduciaires, accompagnée de toutes les difficultés qui l'accompagnent.

NOTES :

1. Bulletin trimestriel de la Banque d'Angleterre, mars 1981.
2. J.M. Keynes, General Theory, notes de conclusion.
3. Voir Debt.org.

Auteur :

Alasdair Macleod est le directeur de la recherche chez Goldmoney.

Les banques européennes très exposées à la crise actuelle

Publié par [Philippe Herlin](#) | 27 mai 2020

Dans quelle mesure les banques européennes vont-elles résister à la crise actuelle ? La question est cruciale car à la récession que nous connaissons, pourrait succéder une crise bancaire qui affecterait encore plus gravement l'ensemble de l'économie. Une étude du [CEPII](#), intitulée "Les banques européennes à l'épreuve de la crise du Covid-19", apporte un intéressant éclairage sur ce sujet.

Si une crise de liquidité semble peu probable, étant donné que la Banque centrale européenne est à guichet ouvert, une crise de solvabilité ne peut pas être exclue affirment les rédacteurs. Ils se livrent à un calcul rapide : "L'actif agrégé des banques de la zone euro s'élève à 34.000 milliards d'euros, dont 11.700 milliards de prêts à l'économie et 5.000 milliards de titres. Les fonds propres (capital et réserve) s'élevant à 2.500 milliards, il suffirait que 21% ($11.700 \times 21\% = 2.500$) des prêts ne soient pas remboursés pour les épuiser totalement."

Si un prêt bancaire sur cinq n'est pas remboursé, les banques européennes sautent. Un scénario qui n'a rien d'improbable en cas de récession prolongée. D'autant que ce calcul accepte une définition large des fonds propres (officielle, qui vient des banques) puisque l'effet de levier, ou le "ratio non pondéré" (rapport des fonds propres à l'actif total sans pondérations de risque), s'affiche dans cette étude à 5,8% pour les banques de la zone euro. Dans ses analyses, [JP Chevallier](#) défend une conception plus stricte et calcule un effet de levier de l'ordre de 1/40 pour les banques françaises, soit 2,5%, la moitié du chiffre du CEPII, ce qui signifie que le défaut d'environ 10% de leurs prêts envierait les banques françaises au tapis...

Ce taux de 21% n'a rien d'invraisemblable précise l'étude, sachant que les "prêts non performants" (la dénomination officielle des prêts en défaut, qui ne sont cependant pas perdus en totalité) étaient de 8% en Italie en 2018, après avoir atteint 15% en 2015. En moyenne dans la zone euro, ils sont passés de 7% fin 2014 à 3% fin 2019. Les pays les plus affectés par la récession (France, Italie, Espagne) pourraient dangereusement approcher la zone rouge.

L'étude rappelle également que ce chiffre de 21% "est issu d'un raisonnement statique qui ne prend nullement en compte les effets de contagion et d'amplification qui pourraient accélérer l'augmentation des taux de défaut." Effectivement, une seule grande banque européenne qui tombe déclencherait un effet domino, ainsi que des bank run dans plusieurs pays. La crise bancaire surviendra bien avant que ce chiffre ne soit atteint.

Et ensuite ? Il existe deux mécanismes d'aide au niveau européen, le FRU (Fonds de résolution unique), qui pourrait être mobilisé à hauteur de 40 milliards d'euros, et le MES (Mécanisme européen de stabilité) de 60 milliards d'euros. Cela représente moins de 5% des fonds propres des banques, autrement dit rien. Il faudrait passer par la [directive BRRD](#), dont nous avons parlé dès 2015, c'est-à-dire la ponction des comptes des déposants par les banques menacées de faillite. Les États pourraient alors intervenir afin de protéger les déposants qui sont aussi des électeurs mais, comme l'indique l'étude : "le cercle vicieux entre risque bancaire et risque souverain, que l'Union bancaire entendait casser, pourrait réapparaître étant donné que la charge retomberait sur chaque État." Nous ferions face à une crise des dettes souveraines européennes, mais qui serait bien plus grave qu'en 2011.

Quelle est la probabilité que ce scénario noir survienne ? Le CEPII n'est pas optimiste : "Sur l'échelle des désastres, cette crise sanitaire est plus grave encore qu'une crise financière systémique par la façon dont elle

frappe simultanément l'ensemble des activités économiques au niveau mondial." Il faudra surveiller comment la croissance revient, ou pas, car "si la crise venait à se prolonger au-delà de 2020, il est fort probable que des grandes banques européennes seraient à leur tour frappées par la crise". Alors, comme pour la crise de 1929, nous en prendrions pour 10 ans...

Derrière la crise du coronavirus, une économie fragilisée depuis 30 ans

Par Claude Sicard. 27 mai 2020 Contrepoints.org



Quel est le mal qui ronge l'économie française, et que la crise sanitaire n'a fait qu'empirer ?

Le choc sur l'économie de notre pays provoqué par [la crise du coronavirus](#) va être extrêmement difficile à encaisser. En effet, l'économie française est fragile, elle souffre de graves dysfonctionnements, et a perdu beaucoup de son dynamisme depuis la fin des Trente glorieuses.

Une situation économique déjà très fragile avant l'épidémie

Tous les clignotants sont au rouge : le taux de croissance du PIB est en moyenne inférieur à celui des autres pays européens, le budget de l'État est régulièrement en déficit, les prélèvements obligatoires sont [bien plus élevés que partout ailleurs](#), la balance commerciale du pays est chaque année négative, et le taux de chômage est [anormalement élevé](#).

Pour faire face à toutes ces difficultés, l'État s'est endetté chaque année un peu plus, si bien que la dette nationale a fini par se hisser, fin 2019, [à la hauteur du PIB](#).

On commence à peine à mesurer les effets dévastateurs de la crise provoquée par le Covid-19, un virus inconnu jusqu'ici qui a mis en très peu de temps le monde à l'arrêt. Les experts nous disent que cette année notre PIB va se trouver amputé de 9,6 % ; et en 2021 la situation ne se trouvera pas encore rétablie.

Le Premier ministre, Édouard Philippe, a évoqué à juste titre un « *écroulement de notre économie* ». Avec la levée du confinement notre machine économique redémarre, certes, mais bien moins vite que celle des pays voisins.

Méconnaissant complètement la situation difficile dans laquelle se trouvait déjà l'économie du pays avant la crise, les Français ne sont pas prêts à faire les efforts voulus pour redresser la situation. C'est là un très réel sujet d'inquiétude.

On se souvient de la révolte des Gilets jaunes en novembre 2018 : elle a été l'illustration la plus parfaite de la profonde méconnaissance de la population des difficultés qu'affronte notre économie. Pour ramener le calme, [Emmanuel Macron a dû lâcher quelques dix-sept milliards d'euros](#) alors que le pays est très fortement endetté, mais cela n'a pas calmé pour autant la hargne des apprentis révolutionnaires.

Depuis des décennies, nos gouvernants se sont laissés déborder, capitulant devant [les revendications incessantes des syndicats](#). Les Français, à qui l'on a par trop fait valoir que nous sommes la sixième plus grande puissance mondiale, vivent au-dessus de leurs moyens, et l'État s'endette chaque année un peu plus pour satisfaire les besoins de la population.

C'est un peuple indiscipliné, prompt à la révolte, qui n'admet pas les inégalités. Ils réclament « [toujours plus](#) ». C'est le titre, d'ailleurs, qu'avait choisi [François de Closets](#) pour l'un de ses livres publié en 1982, chez Grasset, un ouvrage dénonçant ce travers français qui conduit le pays dans le mur.

Nous allons rappeler comment se situent quelques grandes composantes de l'économie du pays, et nous tenterons ensuite de cerner la nature du mal qui ronge l'économie française depuis la fin des Trente Glorieuses.

Les dérives de l'économie française

Le tableau ci-dessous indique comment se positionnent un certain nombre d'agrégats de l'économie française par rapport aux autres pays européens :

France (en % du PIB)	Union européenne (en % du PIB)	
Prélèvements obligatoires	48,4 %	40,3 %
Dépenses publiques	56,4 %	46,7 %
Dépenses sociales	34,1 %	28,2 %
Balance commerciale	-2,5 %	+0,1 %
Endettement du pays	100,0 %	67,7 %

(Source :Eurostat)

Ces quelques données sont tout à fait parlantes.

Le rôle moteur de la production industrielle

Cette dégradation continue de notre économie, qui s'est opérée inexorablement, d'année en année, remonte à la fin des Trente Glorieuses. Elle résulte, nous allons le voir, de [la fonte de notre secteur industriel](#), et l'on en prend conscience seulement maintenant, avec la crise du coronavirus. De toutes parts des voix s'élèvent à présent pour clamer qu'[il faut relocaliser d'urgence](#) bon nombre de nos activités industrielles.

À la fin des Trente-Glorieuses notre secteur industriel était puissant : il employait 6,5 millions de personnes et représentait 28 % du PIB. Aujourd'hui, ses effectifs sont tombés à 2,7 millions de personnes et le secteur industriel de notre pays ne contribue plus que pour 10 % à la formation du PIB.

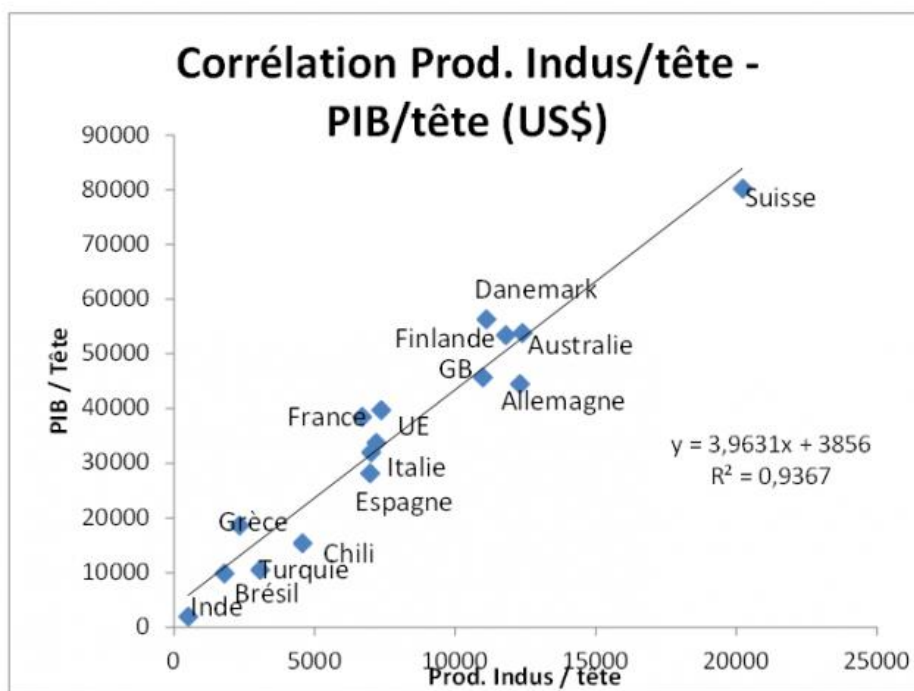
Normalement, il devrait s'agir de 20 % du PIB : des pays comme l'Allemagne et la Suisse sont nettement au-dessus. La France est donc, actuellement, le pays, en Europe, qui est [le plus désindustrialisé](#), la Grèce mise à part.

Dans les pays développés, la production industrielle, que les économistes nomment depuis [Colin Clark](#) « le secteur secondaire de l'économie », joue un rôle moteur. Il existe, en effet, une corrélation très étroite entre la production industrielle des pays et leur PIB/tête ; il est curieux que cela ait pu échapper à tous les dirigeants de notre pays.

Il est vrai qu'ils se sont fondés sur l'idée qui s'était installée, chez nos élites, que dans son évolution toute société passe successivement du secteur agricole, le secteur primaire, au secteur secondaire, puis ensuite du secteur secondaire au secteur tertiaire, celui des services : c'est la loi bien connue des « trois secteurs de l'économie » tirée des travaux de l'économiste français [Jean Fourastié](#).

Mais la loi de Fourastié a été caricaturée et mal interprétée. Dans une société moderne, que l'on a trop vite qualifiée de « post-industrielle », le secteur industriel ne disparaît pas : certes, ses effectifs se réduisent, mais il devient hyper-industriel, étant constitué par des emplois à très forte valeur ajoutée. Lorsque l'on établit une corrélation entre la production industrielle des pays, calculée par habitant, et les PIB *per capita* de ces pays, on découvre un coefficient de corrélation extrêmement élevé, supérieur à 0,93 !

C'est ce que montre la graphique ci-dessous où les productions industrielles par habitant, calculées en dollars, résultent des données de la BIRD pour 2018, cet organisme international incluant dans la production industrielle le secteur de la construction :



La production industrielle explique donc bien le niveau de richesse des pays. Comme on le voit sur ce graphique, la France a une faible production industrielle par habitant, et il en résulte donc un PIB *per capita* limité. C'est la Suisse qui se trouve en tête, dans ces comparaisons internationales, avec une production industrielle par habitant extrêmement élevée et un PIB *per capita* double du nôtre : un peu plus de 80 000 dollars.

Notre secteur industriel n'est plus qu'à la moitié de ce qu'il devrait être, et [ce phénomène de désindustrialisation](#) poussée explique toutes les difficultés que connaît notre économie. Il manque à notre secteur industriel environ 1,8 million de travailleurs. Si ces emplois existaient, ils induiraient dans le secteur tertiaire au moins 3,6 millions d'emplois : il n'y aurait donc plus de chômage en France, les comptes de la nation seraient en équilibre, la balance commerciale serait positive, et l'État pourrait commencer à rembourser ses dettes.

La France a aujourd'hui le taux de population active le plus faible de tous les pays européens. Il n'y a donc pas suffisamment de personnes au travail : les derniers chiffres connus indiquent que nous en sommes à un taux de 45,7 % (chiffres de la BIRD), alors qu'il s'agit de 52,2 % en Allemagne, de 53,7 % en Suède et de 58,3 % en Suisse.

Des dépenses sociales anormalement élevées

La France vient [en tête de tous les pays de l'OCDE en matière de dépenses sociales](#) publiques : ce taux exceptionnellement élevé traduit, sans que les observateurs de la vie économique ne nous l'aient jamais dit, le fait que la puissance publique s'est vue contrainte de les augmenter d'année en année pour pallier les effets de l'appauvrissement de la population résultant de la forte désindustrialisation du pays.

Les exigences de la population en matière de pouvoir d'achat ont nourri régulièrement les luttes syndicales, la France ayant la particularité d'avoir eu tout au cours du XXe siècle des syndicats demeurés fidèles à la charte d'Amiens de 1906 qui prônait [la lutte des classes](#) et l'expropriation capitaliste. Les dépenses sociales n'ont donc pas cessé de croître, et elles l'ont fait à un rythme supérieur à celui du PIB.

Nous en sommes à présent à 34,1 % du PIB, contre 16,7 % aux Pays-Bas, 18,7% aux États-Unis ; dans les pays de l'OCDE la moyenne se situe à 20,1 %. Lorsque l'on examine la situation des autres pays on voit que plus ils sont industrialisés et moins la puissance publique doit consentir d'efforts au plan social.

Les dépenses publiques, gonflées année après année par des dépenses sociales toujours croissantes, en sont venues à représenter 56,4 % du PIB, alors que la moyenne des pays de l'UE se situe à seulement 46,7 %. Aussi, depuis quarante ans maintenant les rentrées fiscales ne couvrent-elles plus les dépenses publiques : le budget de l'État est donc [constamment en déficit](#), et l'endettement de la nation s'accroît d'année en année, très régulièrement.

Un endettement qui ne cesse de croître

La dette extérieure du pays est passée de 21,0 % du PIB en 1980 à 67,1 % en 2005, pour en arriver, à présent, à 100 % du PIB. Nous avons donc dépassé, et de beaucoup, la limite de 60 % qui a été fixée par les traités aux pays de la zone euro. Et avec la crise du coronavirus il va s'agir de 120 % du PIB fin 2020.

Quel avenir pour notre pays ?

Pour rétablir les équilibres de l'économie de notre pays il faudrait remettre 5 millions de personnes au travail, pour atteindre alors le ratio de l'Allemagne, soit 53 %. La Suisse est encore plus haut.

De surcroît, il faudrait que notre population active travaille autant que celle des autres pays, en nombre d'heures par semaine, et en nombre de jours par an. Notre économie vient de subir un choc extrêmement violent, et nul ne sait comment elle va s'en remettre.

Des pans entiers de l'économie du pays se trouvent annihilés, notamment les secteurs de la construction aéronautique et de l'industrie automobile. Par exemple, [Renault veut fermer quatre de ses sites en France](#). Le secteur du tourisme, particulièrement important dans notre pays, se trouve lui aussi totalement sinistré ; mais il pourra se rétablir plus aisément que les deux précédents.

Il faut que le gouvernement mette le pays sur le pied de guerre, et que le parlement adopte des mesures d'exception afin que nos entreprises puissent fonctionner en étant dégagées des multiples dispositions qui les bloquent. Et elles sont très nombreuses.

Et puisqu'il s'agit de redresser le plus rapidement possible notre secteur industriel, il faut prendre deux mesures indispensables :

- changer les règles comptables d'amortissement pour que les entreprises soient fortement incitées à investir (droit à des amortissements accélérés) ;
- créer sur notre territoire plusieurs zones franches industrielles, des territoires bien délimités où les entreprises bénéficieraient de très forts allègements fiscaux et où l'on dérogerait aux règles de notre Code du travail.

Pour ce faire nous pourrions nous inspirer du [droit du travail très simple de la Suisse](#) dont les dispositions sont parfaitement admises par les milliers de travailleurs frontaliers qui vont, chaque jour, apporter aux usines helvètes leur force de travail.

Bruno Le Maire nous dit qu'il présentera un plan de relance à la rentrée, avec comme objectif stratégique « *la souveraineté économique de la France* » : il va falloir bien plus qu'un plan de relance, car se posent des problèmes de restructuration de notre économie qu'il conviendrait de traiter sans plus attendre.

La décroissance ou le chemin de la pauvreté

Par Jean-Philippe Delsol. *Un article de* [l'Iref-Europe](#) 28 mai 2020



La décroissance exprime une fatigue qui accroît la lassitude du monde ; c'est une faiblesse mortelle pour les civilisations qui profitera à d'autres civilisations plus fortes.

Ceux qui rêvent d'un retour en arrière, d'un monde en [décroissance](#) sont des ignorants qui n'ont jamais eu faim. La pauvreté a été le lot d'une très grande majorité des populations mondiales tant que la croissance restait modeste sinon inexistante.

Les pays occidentaux se sont développés quand la liberté a débridé la créativité et permis le progrès alimentaire aussi bien que technique. [La grande pauvreté](#) est passée de plus de 40 % de la population mondiale dans les années 1980 à moins de 10 % en cette fin des années 2010 grâce à la croissance qu'a suscitée l'ouverture du commerce au niveau international.

L'interdiction des produits dits « dangereux » a affaibli l'industrie française

Les « décroissants » voudraient fermer nos frontières, ce qui empêcherait l'importation de produits meilleur marché ou pour le moins en rehausserait le prix, ce qui nuirait à l'échange des talents et des idées, ce qui réduirait l'émulation de tous avec tous pour la cantonner à l'Hexagone... Les consommateurs trouveraient moins de produits sur le marché et ils seraient plus chers.

La production des médicaments en France en haussera le prix et la Sécurité sociale en rationnera l'usage. Les Français n'auraient pas pour autant plus de travail car ceux qui vont travailler à l'étranger auraient davantage de difficultés à le faire et ceux qui sont employés en France par des entreprises étrangères pourraient perdre leur job.

En effet, la fermeture des frontières entraîne nécessairement des mesures de réciprocité et les établissements étrangers en France auraient du mal à survivre dans un environnement hostile qui entraverait leurs échanges avec les autres établissements étrangers de leur groupe.

Les « décroissants » veulent moins de pollution. Le progrès consiste en effet à croître en luttant sans cesse contre les méfaits de la croissance. C'est ainsi qu'été combattu le *fog* londonien dû au charbon, qui faisait chaque année des milliers de morts.

Toute croissance génère des effets pervers et les moyens nouveaux de les éradiquer à terme. Mais l'excès de réglementation et l'interdiction de trop nombreux produits peut tuer les productions plutôt que de les rendre plus propres. La directive européenne REACH, supprimant de nombreux produits dits dangereux, appliquée en outre avec extrême rigueur en France, a affaibli significativement l'industrie chimique française.

Ainsi l'offensive contre les produits chimiques dans l'agriculture condamnera-t-elle à terme de nombreuses exploitations. Ces mesures peuvent renchérir les produits au point d'en rendre la vente plus difficile et de faire entrer l'ensemble de l'économie dans une phase de longue récession. Car la décroissance n'affectera pas que les producteurs. Elle atteindra aussi les consommateurs qui ne trouveront plus suffisamment de produits pour se nourrir, qui n'auront plus assez d'argent pour acheter ceux qui leur seront proposés.

Il faut se battre contre les décroissants verts, rouges ou bruns

Les « décroissants » veulent moins d'enfants, pas de famille, une planète vide et réservée à quelques *happy few*. Mais une planète vide sera une planète pauvre. Car la plus grande richesse, c'est l'Homme. Moins d'Hommes, c'est moins de richesse parce que moins d'intelligence, moins de capacité de travailler, moins de créativité, d'innovation, de concurrence, de différence, de vie. Moins d'Hommes, ce sont des marchés plus limités pour des productions réduites, des débats d'idées moins prolifiques.

La décroissance est là à cause de ce confinement imposé dans l'urgence et la peur plus peut-être que par raison. Et ses effets sont là aussi avec la croissance du chômage, la baisse d'activité et d'investissement des entreprises et la faillite possible de beaucoup d'entre elles, l'inquiétude des épargnants qui néanmoins augmentent leur épargne, la culture en berne, la puissance publique qui enfle comme la grenouille sans jamais éclater, la pensée unique...

La décroissance exprime une fatigue qui accroît la lassitude du monde ; c'est une faiblesse mortelle pour les civilisations qui profitera à d'autres civilisations plus fortes, parce que la vie et l'envie de vivre reprennent toujours leurs droits mais pas toujours au profit des mêmes.

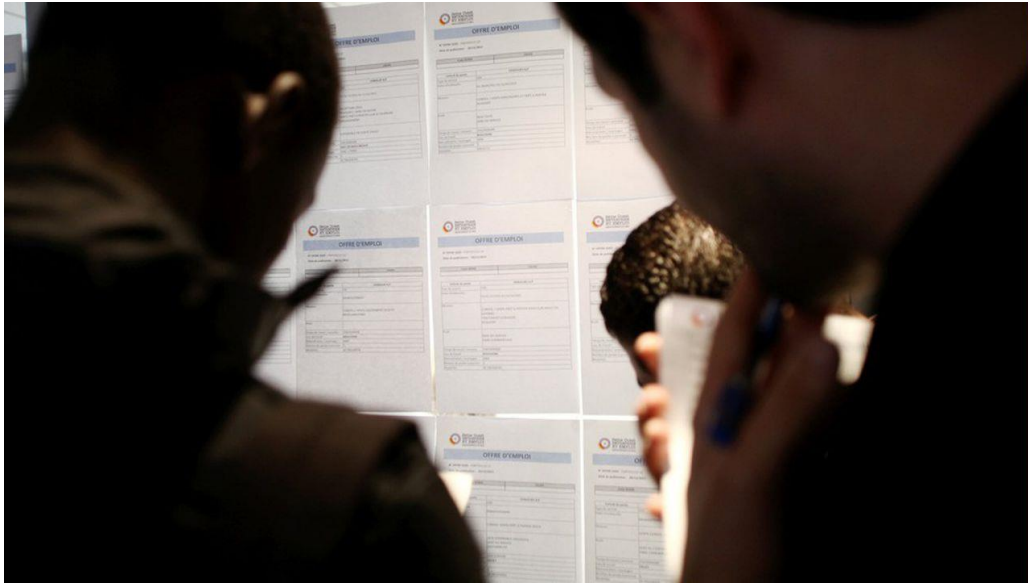
Alors il faut sans doute lutter jusqu'au bout plutôt que d'accepter à notre tour, par notre propre lassitude, de vivre sous le joug des décroissants verts, bruns ou rouges. Il faut batailler pour faire vivre et renaître sans cesse

notre civilisation de libertés qui est aussi celle de la croissance raisonnée pour combattre les pauvretés du corps comme celles de l'esprit et du cœur.

Coronavirus : un jeune sur six dans le monde a déjà perdu son emploi

Par [Richard Hiault](#) Publié le 27 mai 2020 Les Echos.fr

Un jeune sur six dans le monde a perdu son emploi en raison des conséquences économiques de la pandémie de Covid 19, alerte l'OIT. Les perspectives d'emploi des actuels étudiants sont nettement dégradées. Au risque de voir apparaître une génération sacrifiée si des mesures urgentes ne sont pas adoptées.

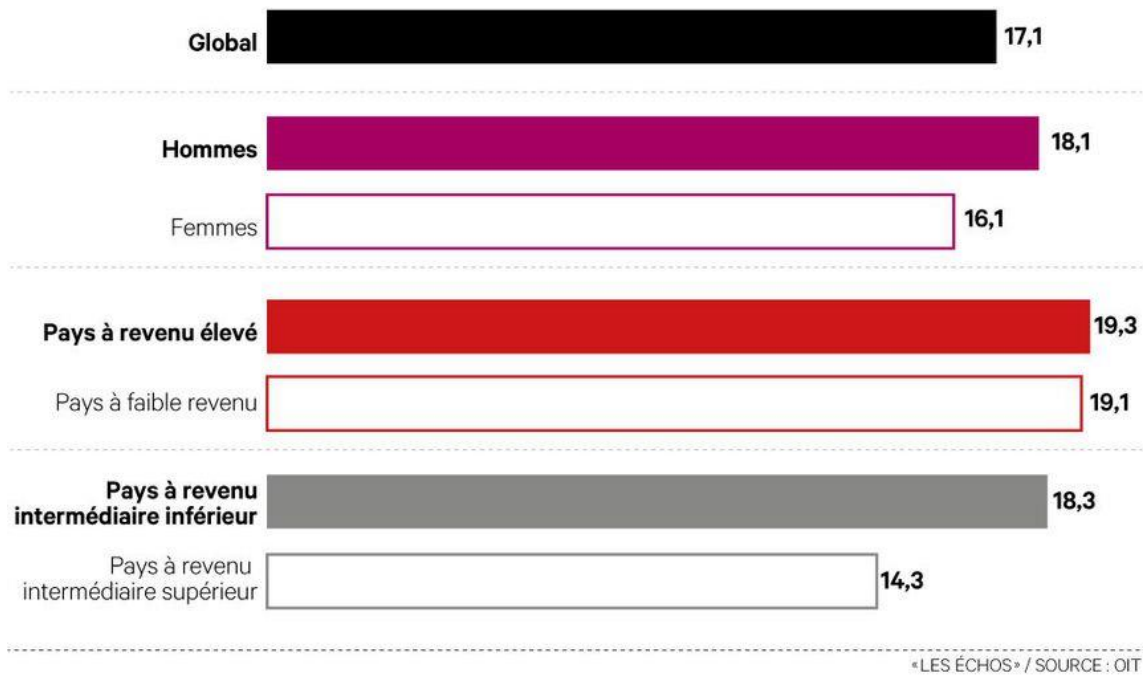


*Pour les étudiants en fin de parcours cette année, l'obtention d'un emploi sera plus difficile redoute l'OIT.
(RGA/REA)*

Si les jeunes semblent plus résistants à la contamination du Covid-19, ils payent un lourd tribut aux conséquences économiques de la pandémie. Un jeune sur six a perdu son emploi depuis l'apparition du virus et ceux qui ont conservé leur poste ont vu, en moyenne, leur temps de travail diminuer de 23 %. C'est l'un des enseignements de la quatrième édition du baromètre de [l'Organisation internationale du travail](#) (OIT) consacré à l'impact du Covid-19 sur l'emploi dans le monde, publié mercredi.

Les jeunes gens affirmant avoir cessé de travailler au début de la pandémie

En %



Pour l'organisation, cette pandémie inflige un triple choc aux jeunes : non seulement elle ruine leurs perspectives d'emploi, mais elle perturbe aussi leurs études et leurs formations, et met des bâtons dans les roues de ceux qui veulent accéder au marché du travail ou cherchent à changer d'emploi. Le risque est que [leurs vies professionnelles soient marquées à jamais](#), conduisant à une « *génération du confinement* », alerte l'OIT. D'où la nécessité de réponses urgentes, à grande échelle et ciblées pour soutenir les jeunes, par exemple sous la forme de vastes programmes de garantie de l'emploi ou de programme de formation ambitieux.

Même si la proportion est plus importante dans les pays à revenu élevé, les jeunes travailleurs dans tous les pays, quel que soit le niveau de revenu, ont été sérieusement touchés. En particulier dans les secteurs de l'hébergement, de la restauration, de la fabrication, du commerce de gros et du commerce de détail. De février à avril 2020, le taux de participation des jeunes au marché du travail a baissé de 7,1 points de pourcentage en Australie, de 11,7 points au Canada et de 7,5 points aux Etats-Unis, note par exemple l'Organisation.

Etudes perturbées

Côté étudiants, environ la moitié d'entre eux font état d'un retard probable dans la réalisation complète de leurs études tandis que 10 % d'entre eux s'attendent à ne pas être en mesure de les terminer. Plus de la moitié d'entre eux sont [susceptibles de souffrir d'anxiété ou de dépression](#) depuis le début de la pandémie, craint l'OIT. Et d'ajouter qu'au regard de la récession entraînée par la pandémie, bien plus grave que dans les cas précédents, « *il faut s'attendre à des pertes salariales à long terme* » pour les jeunes sortant du lycée ou de l'université à la fin de cette année scolaire 2019-2020. « *Dans les prochaines années, ces derniers vont devoir faire face à une forte concurrence pour un nombre d'emplois réduit* », avertit l'Organisation.

► **Figure 2. Baisse sévère du nombre d'heures de travail au premier trimestre et au deuxième trimestre 2020**
Baisse estimée en pourcentage du total d'heures de travail cumulées par rapport à la base de référence d'avant la crise (4^e trimestre 2019 avec ajustement saisonnier)



Source: Modèle de prévision immédiate de l'OIT.

Le nombre d'heures travaillées perdues sera bien plus important sur le deuxième trimestre alerte l'OIT

De manière plus globale, la quatrième édition du baromètre a revu en hausse de 7 millions, à 135 millions, le nombre d'emplois perdus au premier trimestre 2020 (emplois à plein temps pour une semaine de 48 heures) par rapport à sa [précédente estimation](#). L'estimation des pertes d'emploi au deuxième trimestre 2020 reste inchangée, avec 305 millions d'équivalents temps plein.

Dépister plutôt que confiner

Dans un autre registre, l'OIT estime que des tests et un dépistage rigoureux des cas de Covid-19 entraînent beaucoup moins de perturbations sur le marché du travail et au plan social que les mesures de quarantaine et de confinement. « *Dans les pays qui testent massivement la population et organisent de vastes opérations de dépistage, la diminution moyenne des heures de travail est réduite jusqu'à 50 pour cent* », observe l'OIT. Pourquoi ? Parce que les tests et le dépistage réduisent la nécessité d'appliquer des mesures de confinement strictes ; ils favorisent la confiance du public, encourageant ainsi la consommation et contribuant à soutenir l'emploi ; et ils permettent de réduire au minimum les perturbations opérationnelles sur le lieu de travail. En outre, les tests et le dépistage peuvent contribuer directement à créer de nouveaux emplois, même temporaires, qui pourraient être axés... sur les jeunes et d'autres groupes prioritaires.

Éditorial. Comme les dettes publiques, les paroles publiques sont et seront dévaluées.

Bruno Bertez 28 mai 2020

« Les mots et les balles ça tue pareil » Leo Ferré

Je soutiens qu'il y a similitude de statut entre les dettes publiques et les paroles publiques, toutes deux sont des promesses qui se complètent, promesses qui ne sont/seront pas tenues; monnaies de singe. Quand quelqu'un n'honore pas ses dettes, on dit qu'il n'a pas de parole.

Le problème n'est pas dans les faits et les événements il est dans la crédibilité de la parole publique.

Le peuple a compris que la parole publique ne valait rien et que comme la monnaie elle était inflatée et que sa valeur baissait sans arrêt, il l'indique clairement dans les enquêtes et en particulier dans les mieux faites, comme celles du CEVIPOF.

La parole publique est isomorphique de la monnaie, elle est émise sans contrepartie dans le réel, sans ancrage et sans point d'articulation; elle est pure forme qui se survit non pas d'être crue, mais simplement d'être acceptée comme un mal nécessaire.

On s'habitue à ce que le Pouvoir et ses relais/complices parlent pour ne rien dire au mieux et pour mentir au pire.

On s'attend à ce qu'ils ne prononcent que des éléments de langage convenus, Pavloviens dans une combinatoire de mots imposés par les règles de la Com.

La Com est en effet un monde qui tourne sur lui-même. C'est maintenant un pur univers de signes auto-référents. La Com se réfère à elle-même.

Comme la publicité qui passe en ce moment sur les chaînes ou le message de la sécurité routière renvoie à celui sur le virus et consiste à faire glisser la peur du Covid sur la peur de l'accident de la route.

C'est un monde auto référentiel vous dis je.

La Com publique vient boucher une attente non de vrai et d'authentique mais une attentede Com. Un détenteur du pouvoir doit parler pour dire ce que l'on attend de lui, On sait, quand on a l'habitude, ce qu'il va dire, on devine les astuces qu'il va utiliser, les tournures qui vont être employées. Ainsi l'usage des pronoms impersonnels pour tout ce qui est négatif et l'emploi renforce des pronoms personnels pour tout ce qui est positif: « il » pleut; « mais moi je » fais le beau temps!

Un homme est assassiné, on dit : il vient de perdre la vie.

La dénégation, la fameuse Verneinung de Freud est la reine, on sait que la parole est destinée à corriger , à nier même et surtout l'évidence. Déjà dans les temps anciens on avait compris que souvent l'homme parle pour déguiser sa pensée.

A la veille des dévaluations alors que les marchés ont déjà entériné la baisse de valeur de la monnaie, la parole publique vient sur les antennes affirmer: non! Il n'y aura pas dévaluation; et tout le monde s'en fiche.

Macron prend claques sur claques en Europe, Merkel le roule dans la farine en proposant des plans bidons dont elle sait que les pays du Nord ne voudront pas alors qu'il faut l'unanimité, peu importe notre Macron et sa Sibeth si bien choisie, viennent se pavaner et faire la roue; « nous avons accompli un grand pas vers la solidarité »!

Si dans une enquête le public dit que quelque chose est mal, la Com publique affirmera le contraire et le répétera jusqu'à ce que le public change d'avis ... dans les sondages. La Com intelligente c'est celle qui devine la future formulation des questions des sondages afin que se déclenche le réflexe conditionnel de Pavlov lors de la réponse.

Ainsi Macron n'hésite pas, sans battements de cils et sans se gratter les narines à venir publiquement affirmer qu'il n'y a jamais eu de problèmes d'approvisionnement en masques! Même la Voix de son Maître, Duhamel

n'ose même pas adhérer, il est obligé face au culot présidentiel de prendre ses distances et de dire publiquement que ce dernier ment.

Mais qu'importe, dans un monde de menteurs et de mensonges un de plus ou de moins ne change rien. Un clou chasse l'autre.

La parole publique est là pour oblitérer le vrai et l'évident; elle se situe non pas dans un symbolique reflet du monde mais dans sa négation. Il faut évacuer le monde, le remplacer par son ombre, le signe. Le monde, il est épais, lourd, on ne peut le manipuler; le pouvoir consiste à remplacer le monde non manipulable par celui des signes qui eux, le sont.

La force de la parole publique n'est pas dans les contenus mais dans la forme, dans l'escamotage, dans le « remplacement », dans sa capacité à signifier, au sens fort, quelque chose. A imposer un sens.

Il s'agit comme je le dis souvent d'imposer un imaginaire circulaire, dont ne peut sortir comme celui de la monnaie, dont le statut n'est ni vrai ni faux mais prenant, insistant, grâce à la répétition. La parole accomplit sa mission tant que l'on ne peut en sortir, tant qu'il n'y a pas de brèche et c'est exactement isomorphe de ce qui se passe en matière de fiat monnaie. Le débat télévisé est clos, et en plus, c'est le Puissant qui toujours, par règle a le dernier mot; il clôture l'univers qui a été ainsi tracé.

Ainsi Le Ministre Le Maire alors que tout le monde sait que la crise économique est plus forte que celle de 2008, alors que tout le monde sait qu'il faut s'attendre à une croissance séculaire encore ralentie, ce Le Maire ose dire, face à la béance des trous budgétaires, que « nous n'augmenterons pas les impôts, c'est la croissance qui paiera »! Il n'écoute même pas le Gouverneur de la Banque de France qui lui vient de dire le contraire!

La croissance n'a pas payé les largesses de 2008 et elle paierait celle de 2020/21 alors que la situation bilantielle est encore plus détériorée et que les amortisseurs économiques sont brisés, fracassés et que les marges de manoeuvre rien que pour soutenir et limiter les dégâts sont quasi nulles?

Qu'importe, il faut mentir.

Et je pourrais chaque jour remplir une page de mensonges et les commenter, cela ne changerait rien au niveau collectif; au moins ai-je la certitude que cela sert à certains au niveau individuel.

La parole publique n'a plus qu'une valeur d'ambiance. Sa force vient de la répétition, de la simplicité, de la séduction implicite, des formulations qui prennent les citoyens pour des idiots. La parole publique est suspendue dans les airs, elle flotte et elle est biodégradable, elle se dissout d'elle-même dans le néant de la connerie.

Mais ce n'est pas cette seule question de la fausseté de la parole publique qu'il faut analyser, c'est celle symétrique de la crédulité du public.

Toute communication implique à la fois et en même temps un locuteur et un récepteur. Et si on critique souvent les locuteurs, on passe à côté de l'examen de ce qui se passe du côté des récepteurs. Or c'est l'éléphant rose dans la pièce. La question du récepteur est tellement envahissante que personne ne l'aborde.

Qu'est-ce que la parole publique fausse nous dit des récepteurs qui l'entendent sinon l'écoutent?

Qu'est-ce que cela nous dit du fonctionnement d'une société où les guides ne guident plus, mais où les peuples dociles obéissent quand même?

Cela nous dit que les peuples aiment servir, obéir, qu'ils préfèrent l'illusion ou la promesse de la sécurité infantile à l'effort de la dignité et de la liberté. Les peuples aiment vivre à genoux, ils en jouissent. Ils aiment vivre dans l'in-authentique, c'est Dostoïevski qui a raison avec son Grand Inquisiteur.

Il n'y a plus de Camus pour forcer à relever la tête et exhorter à la dignité, il n'y a que des larbins chefs ou sous-chefs. Camus sert pour briller en faisant des citations comme le Che pour décorer les tee shirts.(1)

La parole publique est pure parole de pouvoir, le pouvoir de nommer, d'énoncer, de tracer des fausses équivalences, des fausses relations de causes à effets. La parole publique est pure destruction de la fonction symbolique du langage, ce merveilleux outil que nous avons forgé et qui en retour nous a fait être ce que nous sommes.

La destruction de la parole publique non seulement fausse les apparences, les perceptions, les jugements mais surtout elle détruit en profondeur l'humanité qui est en nous, elle détruit notre être car là où je suis c'est parce que ça pense et si ça pense faux, je suis faux. Je suis aliéné, étranger à moi même.

La parole publique, parole de fausse monnaie, est une autre forme d'exploitation qui enrichit le locuteur de l'écart entre le vrai et le faux, de l'écart entre l'imaginaire et le symbolique. Entre l'imaginaire et le symbolique il y a un écart et cet écart, cette plus-value c'est le maître, le locuteur qui l'empêche.

La parole publique vous vend le mensonge, l'eau des égouts, le vil plomb et cherche à faire croire que c'est de l'or, de l'eau claire, du vrai.

En ce sens on retrouve la trilogie économique de la domination : valeur d'usage, valeur d'échange et valeur désir, cette trilogie qui permet à celui qui détient le pouvoir social, le Capital, de réaliser des écarts, des profits importants sur ceux qui naïfs, sont restés prisonniers des pratiques des temps anciens marquées par l'usage et l'échange équilibrés.



(1) Camus, son discours à Stockholm en 1957.

Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas.

Mais sa tâche est peut-être plus grande.

Elle consiste à empêcher que le monde se défasse. Héritière d'une histoire corrompue où se mêlent les révolutions déchues, les techniques devenues folles, les dieux morts et les idéologies exténuées, où de médiocres pouvoirs peuvent aujourd'hui tout détruire mais ne savent plus convaincre, où l'intelligence s'est abaissée jusqu'à se faire la servante de la haine et de l'oppression, cette génération a dû, en elle-même et autour d'elle, restaurer, à partir de ses seules négations, un peu de ce qui fait la dignité de vivre et de mourir.

Devant un monde menacé de désintégration, où nos grands inquisiteurs risquent d'établir pour toujours les royaumes de la mort, elle sait qu'elle devrait, dans une sorte de course folle contre la montre, restaurer entre les nations une paix qui ne soit pas celle de la servitude, réconcilier à nouveau travail et culture, et refaire avec tous les hommes une arche d'alliance. Il n'est pas sûr qu'elle puisse jamais accomplir cette tâche immense... »

Rien de bon dans les nouvelles, les imprimeurs de monnaie sont à la planche ...ils détruisent en profondeur vos institutions financières.

Bruno Bertez 27 mai 2020

La baisse des taux et le maintien de taux bas voire négatifs va renforcer la détresse réelle des banques , des assurances et des caisses de retraites; pour l'instant elle est masquée par le Ponzi financier qui fait ressortir des plus-values bidons sur les portefeuilles de ces institutions , mais cela détruit en profondeur le système; tous les comptes sont faux et hédoniques, puisqu'ils reposent sur une valeur artificielle, ils ne peuvent supporter une pause dans la hausse des prix des actifs financiers et donc le besoin de destruction enfle en continu.

**Caixin Global** 
@caixin



Beyond the immediate challenges associated with the Covid-19 outbreak, a persistent period of low interest rates is likely to put further pressure on bank profitability in the coming years, write IMF experts Tobias Adrian and Fabio Natalucci.

caixinglobal.com/2020-05-27/opi...



Opinion: Covid-19 Makes Financial Vulnerabilities Worse

Policymakers should consider expanding their macroprudential toolkit and increasing oversight of nonbank financial institutions

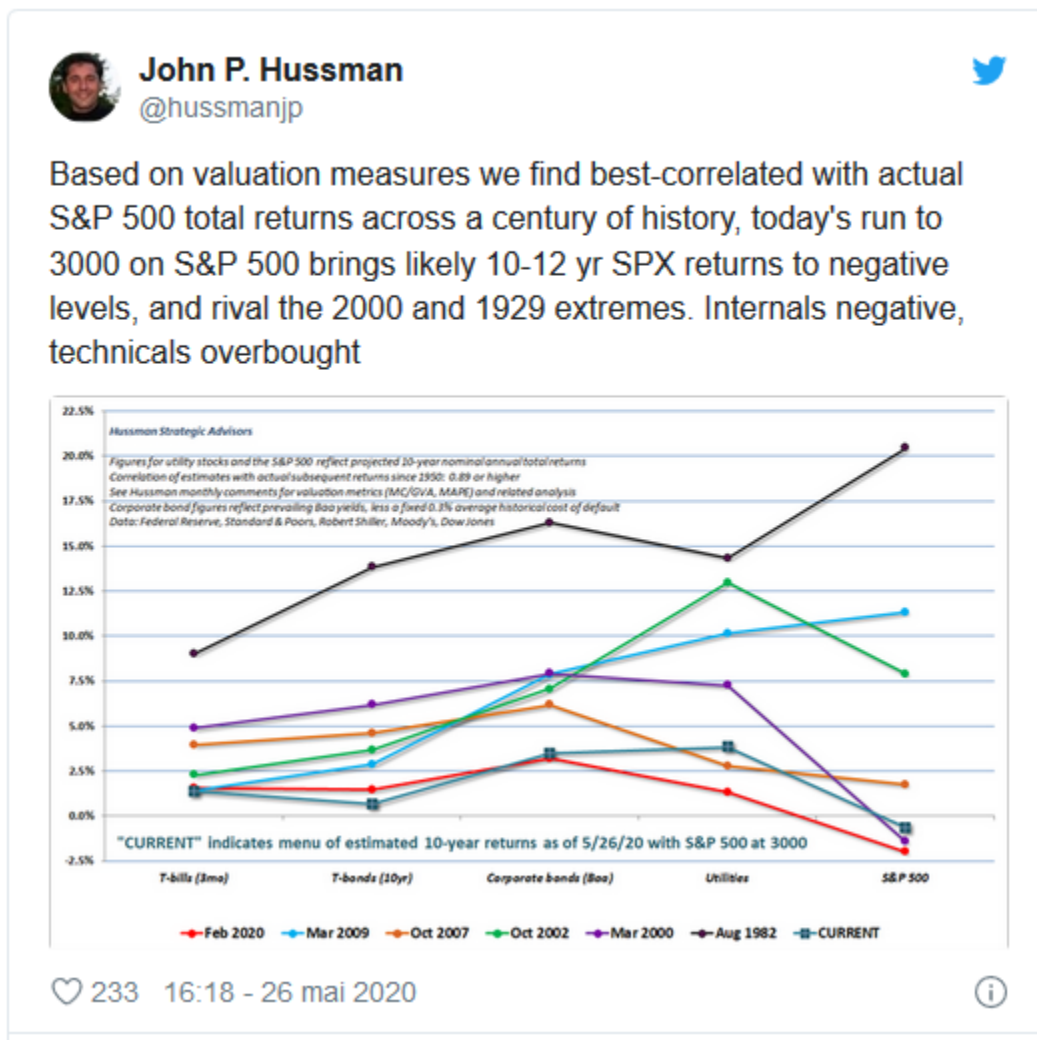
caixinglobal.com

 3 06:34 - 27 mai 2020 

Les autorités disent la vérité quand ils disent que les actifs sont à leur prix, mais ils oublient de dire qu'ils sont à leur prix sur la base programmée d'une rentabilité nulle à long terme! Si vous acceptez une rentabilité nulle de vos investissements en actifs financiers, alors oui c'est vrai ils sont à leur prix pour vous procurer ... cette absence de rentabilité.

Le monde s'est considérablement appauvri, par ailleurs il a limité les dégâts en empruntant, en reportant les charges sur l'avenir; un monde où il y a moins de richesses réelles, couplé à un monde où il y a plus de dettes libellées en monnaie et beaucoup, beaucoup plus de monnaie de crédit en circulation, c'est un cocktail implosif: la destruction programmée de tout ce qui est libellé en monnaie.

Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme et ici tout ce qui est libellé en monnaie se transformera en junk, en pourriture.





Essai. Le capitalisme a fait le tour du cercle vicieux, il enrichit, la richesse lui donne le Pouvoir, le Pouvoir l'enrichit.

Bruno Bertez 27 mai 2020

Ce ne sont plus tellement les profits qui enrichissent les ultra riches, c'est l'ingénierie financière couplée à l'alchimie des marchés boursiers, le tout financé et solvabilisé par la planche à billets digitale des banques centrales.

On peut faire monter les cours de bourse, inflater les grosses fortunes sans même avoir de bonnes performances bénéficiaires réelles, des sociétés comme IBM ou Mc Donald en administrent la preuve années après années.

C'est un glissement qui se développe historiquement, on oublie le produit, on oublie le profit, on va directement à l'objectif final qui est le cours de bourse et le cours de Bourse c'est la Fortune.

Maximiser les cours de la Bourse c'est maximiser le droit de prélèvement des ultra capitalistes sur le patrimoine réel et les richesses réelles du monde entier: ils peuvent ainsi tout se payer, les richesses, les politiciens, les médias, les oeuvres d'art, les manoirs, les plus belles femmes et pour ceux qui aiment cela les hommes.

La bourse déconnectée de la production et même du profit est une structure d'accaparement non comprise et non étudiée.

Avant on produisait un produit/un service pour satisfaire des besoins et le résidu, le reste constituait le bénéfice et finalement le bénéfice accumulé rendait riche.

C'était de la belle accumulation classique. C'était dans le vieux temps.

Ensuite on a découvert la Bourse. On produisait un produit, on le faisait efficacement, on innovait, on faisait des beaux bénéfices et on mettait en Bourse, le cours montait, le propriétaire s'enrichissait. Déjà l'enrichissement

glissait il s'éloignait de l'accumulation primitive du profit. Mais c'était encore une résultante du profit réel, gagné grâce à la production efficace et à la satisfaction de besoins sociaux.

Mais cela c'était avant la financiarisation avant Reagan par exemple qui a assoupli les règles du jeu capitaliste dans un sens plus parasitaire .

Après on a oublié le produit et c'est la recherche du résidu , c'est dire du profit à tout prix qui a succédé ; le profit, de résidu est devenu l'objectif. Il est devenu le seul objectif à n'importe quel prix, afin de faire monter les cours de la Bourse. On a remplacé l'objectif initial (produire) par l'objectif final (profiter) et en quelque sorte valorisé la dérivée de la production: le profit. Cela faisait monter le cours de bourse et enrichissait les propriétaires.

C'était le début de la financiarisation.

Maintenant on a pour ainsi dire oublié le produit, et si on ne parvient plus à maximiser le bénéfice par la production, on le fait par l'ingénierie financière.

On fait monter la rentabilité apparente par des fusions et acquisitions et on augmente artificiellement les bénéfices par action c'est à dire que l'on rachète le capital par les buy backs.

On décapitalise ; on fait du malthusianisme capitalistique. On fait la grève du capital pour faire monter les profits, inflater le multiple cours bénéfices et donc faire monter le cours de Bourse et enrichir les propriétaires; leur enrichissement passe avant toute autre mission. On a deca fait un grand pas dans l'ignominie et la prédation sociale.

On marche sur la tête par rapport au stade initial du capitalisme; le capitalisme se nie lui même! Dans un superbe mouvement dialectique le capital s'enrichit en se niant, en cessant de s'exposer en tant que capital. Le capital s'enrichit en passant par la socialisation, par le socialisme de la dette et du levier!

Avec les crises on a encore trouvé mieux! Nous y sommes!

On encore trouvé mieux: on peut se passer de produire, de faire des bénéfices et même de l'ingénierie, on peut faire monter les cours de bourse directement! On peut grâce à l'alchimie financière d'abord et l'alchimie boursière ensuite injecter de la monnaie tombée du ciel , de la monnaie digitale comme le font les banques centrales en ce moment et ainsi enrichir directement les propriétaires. L'enrichissement est totalement détaché de la production de biens et services il est branché sur la pompe monétaire.

Le monde est un monde d'inversion ou peu à peu les dérivées, les détours sont supprimés, on va à l'essentiel: l'enrichissement des déjà riches!

Le capitalisme a à mon sens terminé sa grande mutation, il se donne pour ce qu'il est un colossal enrichissement sans autre cause que celle, cynique, que la détention du pouvoir monétaire.

Le capitalisme a fait le tour du cercle vicieux, il enrichit, il donne le pouvoir, le pouvoir l'enrichit.



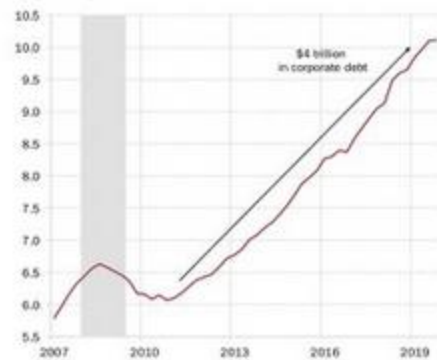
M/I_Investments
@MI_Investments



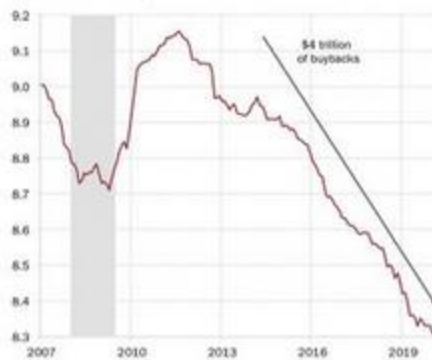
Is Corporate America a going concern? This one chart suggests otherwise [marketwatch.com/story/is-corpora...](https://www.marketwatch.com/story/is-corporate-america-a-going-concern-2019-11-15)

THE BIGGEST DEBT-FOR-EQUITY SWAP OF ALL TIME

United States: Corporate Debt
(\$ trillions)



United States: S&P 500 Divisor
(billions of shares)



Is Corporate America a going concern? This one chart sugges...

Here's what \$4 trillion of low-interest-rate debt swapped for \$4 trillion of company shares looks like.

[marketwatch.com](https://www.marketwatch.com)

♥ 3 08:49 - 27 mai 2020



Editorial. Vers une crise des dettes publiques à moyen terme. C'est de l'ordre de la Nécessité.

Bruno Bertez 27 mai 2020

La lutte contre la pandémie de coronavirus nécessitera des efforts budgétaires extraordinaires, compte tenu de la baisse des recettes fiscales, des dépenses de santé et de répartitions sociales beaucoup plus élevées.

Par ailleurs pour compenser la disparition d'une partie de la demande des ménages et des entreprises, une forte demande publique va devoir être mise en place.

Les gouvernements de la plupart des pays développés ont également conclu qu'une augmentation des dépenses publiques et, partant, du niveau de la dette publique, est préférable à la destruction généralisée des capacités de production pendant l'épidémie. On va donc en même temps soutenir les citoyens, la demande et l'offre!

En conséquence, pour toutes ces raisons le niveau de la dette publique augmentera fortement cette année et certainement les suivantes.

Il y a des gens comme le ministre Français Le Maire qui disent que les impôts n'augmenteront pas et que tout cela se payera par la croissance, c'est une ineptie criminelle.

La croissance ne va pas augmenter mais ralentir.

Déjà en 2008 lors de la crise financière, qui était beaucoup moins destructrice, on est entré en croissance séculaire ralentie. On n'a jamais réussi à payer les dettes et pire encore à réduire les politiques monétaires non conventionnelles. Ici ce sera encore bien pire car tout est beaucoup plus détruit, les sommes ont déjà quasi doublé par rapport à celles de 2008, la situation de départ est beaucoup plus mauvaise. Et puis il y a l'épée de Damoclès de la pyramide financière de quelques centaines de trillions, pyramide instable, au dessus de nos têtes.

Va-t-on vers des crises de la dette souveraine? Je le pense.

Je ne vois pas d'autre issue, les déficits sont colossaux, les trous sont abyssaux et les facultés contributives des peuples surtout dans des pays comme la France sont largement surutilisées.

On ne peut tondre beaucoup plus, sauf peut-être certaines catégories sociales très nanties, mais leurs patrimoines sont largement à l'abri déterritorialisés et ces gens n'ont pas de revenus, ils vivent de capital et de plus values. Ce que l'on peut leur prendre, hors action violente de confiscation, est faible, modeste.

La solution raisonnable serait la restructuration concertée mondiale des dettes afin de les rendre compatibles avec les facultés de service des intérêts et surtout des remboursements de capital. C'est exclu : dans tous les pays c'est le capital qui détient le pouvoir politique et il n'acceptera jamais de se faire hara-kiri. Il voudra jusqu'au bout faire son plein.

L'impact de la hausse du niveau de la dette publique sur les pays développés et émergents, va être colossal. En Europe les maillons les plus faibles de la zone euro, sont l'Italie, l'Espagne et la France .

J'explique souvent que l'inflation contrairement aux idées des monétaristes n'est pas seulement une affaire de quantité de monnaie. En revanche l'inflation commence avec les déficits des budgets des gouvernements et elle se développe lorsque les citoyens et l'étranger commencent à comprendre que ces budgets sont hors de contrôle.

Déficits hors de contrôle, politiques monétaires laxistes pour financer ces déficits, faible consensus social et tensions sur le revenu national, voilà le vrai cocktail qui fait sortir le génie de la bouteille et fait exploser l'inflation.

Bien entendu pour exploser cette inflation doit être un peu encouragée au début par les autorités publiques et ce sera le cas car elles y trouveront avantage pour réduire le poids réel des dettes . Mais peu à peu l'inflation vivra de sa vie propre; une fois le génie sorti de la bouteille, il vole, à son propre rythme, selon sa fantaisie et surtout selon les caprices de la vie sociale.

Les autorités chercheront ensuite à réprimer, à la fois l'inflation et la hausse des taux d'intérêt. Elles évolueront peut-être vers l'erreur historique de la généralisation des contrôles de prix. Elles s'enfonceront dans le mensonge à la soviétique. Ce sera freiner pour mieux accélérer, ces expériences n'ont jamais réussi.

Un jour ou l'autre le couvercle mis sur les marchés sautera et ce sera la rupture. La rupture du grand invariant, le mythe de la déflation séculaire.

Je fais le paris que ce scénario se produira dans 3 ans à 5 ans (1), seuls les Dieux sont les maîtres du temps et des calendriers, mais ce qui doit arriver arrivera.

Quand ce scenario s'imposera, ce sera la révolusion, les dettes publiques, les fonds d'état, tout ce qui est considéré comme refuge sera rejeté, sera fuit.

les couples Trésor Publics-Banques Centrales ont été les assureurs suprêmes.

Les assureurs suprêmes ceux qui ont absorbés tous les risques sans jamais essayer de les contrôler ou de les réduire, tous ceux là , non seulement ne pourront plus rien assurer mais ils seront sinistrés.

(1) 3 à 5 ans c'est le temps logique, celui de l'enchainement des étapes, le temps réels n'est pas évaluable.

En prime:

 **JDrake**
@JDrake45902915

Les compteurs s'affolent ! #debt @BrunoBertez @HerveHannoun @pittbull_grrr @philippeherlin
Allez tiens, on va se passer ce bon Dominic Frisby, je ne m'en lasse pas. Debt Bomb sur la musique de Sex Bomb de Tom Jones.
Un must youtu.be/k_H6CGc3yeI

18:44 Mer, 27 mai

usdebtclock.org



Country	Population	National Debt	GDP - Gross Domestic Product	Public Debt to GDP Ratio	External Debt to GDP Ratio
USA	329,690,806	\$25,519,541,557,958	\$21,273,111,701,280	70.76%	102.06%
CHINA	1,436,263,138	\$7,218,347,588,224	\$13,699,013,372,814	52.69%	16.69%
JAPAN	126,721,795	\$11,986,588,710,717	\$4,267,701,993,340	280.87%	96.15%
GERMANY	83,675,848	\$2,891,252,444,659	\$3,571,823,634,896	80.93%	172.93%
UK	67,687,232	\$3,445,358,376,561	\$3,287,905,264,648	104.79%	294.95%
FRANCE	65,185,183	\$2,973,825,879,069	\$2,582,332,600,781	115.16%	252.08%
INDIA	1,371,658,724	\$2,263,375,005,514	\$2,731,778,477,205	82.85%	22.16%
ITALY	60,518,877	\$3,017,501,507,675	\$1,917,552,806,225	157.36%	149.78%
BRAZIL	211,687,627	\$1,663,749,344,265	\$1,780,104,928,504	93.46%	35.74%
CANADA	38,000,000	\$2,300,000,000,000	\$2,300,000,000,000	100.00%	100.00%

12:52 - 27 mai 2020

La BCE a-t-elle tourné la page du passé ?

rédigé par [Philippe Béchade](#) 28 mai 2020

Préparez-vous à l'impensable !

C'est en ces termes que certains « initiés » gravitant à proximité des hautes sphères de la [BCE](#) nous avertissent des dissensions au sein de l'institution : Nous serions proches d'un tournant radical dans son mode de fonctionnement.

Il s'agit évidemment d'une « fuite organisée » : si un pays -à plus forte raison l'Allemagne- décidait de faire cavalier seul, cela serait tenu secret et les lanceurs d'alertes finiraient au fond du Rhin couverts de chaînes et les pieds coulés dans du béton... j'exagère à peine.

Une fuite organisée qui signifie que la BCE a bien l'intention d'aller au bout de sa logique de « *whatever it takes* » pour tenir sa récente promesse de « sauver l'Europe »... qui se surajoute à l'impératif d'assurer la pérennité de la monnaie unique.

Les conditions économiques évoluent, la BCE fait évoluer sa politique monétaire, un bouleversement survient, la BCE bouleverse à son tour les règles du jeu, les marchés applaudissent... à quoi bon s'opposer aux vents porteurs de l'histoire au nom du respect de traités européens dont plus personne ne veut entendre parler ?

Ceux qui gèrent les principales devises concurrentes de l'euro (dollar, yen, livre sterling) n'ont aucun scrupule à fouler au pied les principes qui fondent une devise « forte » en monétisant la dette à coup d'impression massive.

D'accord, c'est « de la triche » mais celui qui ne triche pas au Monopoly planétaire perdra à coup sûr la partie : il n'y a pas de risque de sanction émanant d'une entité suprême à l'encontre des tricheurs, la seule règle c'est à malin, malin et demi !

Bras de fer entre la BCE et la Cour allemande

Les juges allemands tentent pourtant de jouer ce rôle d'arbitre mais leur sphère de compétence reste cantonnée aux frontières de ce qui n'est plus qu'un pays parmi d'autres, subordonné à une entité plus vaste et qui lui est juridiquement supérieure (la Haute Cour de justice du Luxembourg)... et qui considère comme illégal toute ingérence et toute entrave à l'action de la BCE.

Fort de ce principe, **la BCE pourrait aller jusqu'à lancer une procédure judiciaire contraignant la Bundesbank à prendre part aux nouveaux programmes de rachat** que les autorités juridiques allemandes pourraient déclarer illégales, parce que contraires aux traités initiaux.

En fait, la BCE ne respecte plus depuis 2012 « la lettre » de ses propres règlements, et tout le monde ferme les yeux, parce que cela arrange tout le monde... et la Bundesbank semble presque fermer les yeux.

Jens Weidman, le patron de la « Buba » a exprimé à maintes reprises sa désapprobation, mais n'a jamais brandi la menace de faire sécession : il a participé à hauteur d'un quart à tous les achats globaux de l'Eurosystème et a gardé pour lui ses interrogations sur les effets indésirables des « QE ».

D'autres s'interrogent plus ouvertement, à l'image des Finlandais ou des Néerlandais mais on ne voit pas bien quelle « instance » pourrait intimer l'ordre aux BCE locales de cesser de participer à la monétisation de la dette

et de cesser de dévaluer la qualité des actifs qu'elle détient, et dont la note minimum devait être au moins de « BBB+ ».

La cour allemande pourrait interdire à la Bundesbank de prendre part aux achats qui sont jugés illégaux à la lumière des principes fondateurs de la BCE.

La question que pose le plan de relance européen à 750 Mds€ qui requiert l'approbation de la totalité des pays est la suivante : est-ce que l'unanimité et l'obligation d'y participer va demeurer la règle ?

Si la Bundesbank est censée n'acheter que des obligations allemandes, c'est ensuite la BCE qui décide seule quelle part elle en prélève, en fonction d'une "clé de répartition" prédéfinie suite à des achats mensuels limités à 30% de toute tranche d'émission souveraine éligible (c'est à dire notée de AAA à BBB au minimum), 3 règles de base qu'elle s'apprête à fouler au pied dès ce mois de juin.

La BCE a déjà ralenti ses achats d'obligations allemandes depuis début mars pour concentrer ses efforts sur l'Italie, sous pression sur le marché obligataire.

Les achats de titres souverains allemands par la Bundesbank n'ont représenté que 628 millions d'euros en avril, soit 2,3% seulement des 275Mds€ d'achats totaux réalisés dans le cadre du PSPP ce mois-là alors que la dette allemande "pèse" théoriquement 25% du bilan de la BCE.

Beaucoup de gérants et d'analystes se réjouissent déjà que la BCE manifeste par ce biais qu'elle a bel et bien tourné la page du passé et que le silence de l'ensemble des pays membres vaut approbation.

Mais ils ont décidément l'oreille sélective et ne veulent pas entendre les objections des Pays Bas, de la Finlande, la Suède et la Pologne... et d'une partie du personnel politique allemand.

Ils n'ont pas non plus entendu que **le plan de soutien de 750 ou 1 000 Mds€ ne sera adopté qu'au terme d'âpres discussions qui se prolongeront probablement jusqu'à la fin de l'été** (c'est Ursula Von der Leyen elle-même qui disait ce mercredi se préparer pour un long marathon) **et que les sommes prévues ne seront débloquées qu'au 1er janvier 2021**, et par tranche annuelle jusqu'en 2027, ce qui en limite grandement la portée.

Le marché n'écoute rien, il ne tient compte de rien, il ne comprend les choses que de la façon qui lui convient : tout se passe comme si le plan était déjà voté à l'unanimité, que l'argent était disponible tout de suite et dans son intégralité (au lieu d'un peu plus de 100 Mds€ par an durant 7 ans).

Le marché n'applique plus qu'une seule maxime: si la réalité ne convient pas, réinventons-là !

Investir dans ces conditions, cela revient à pratiquer l'art de la divination !

Décrochage surprise de -2% du Nasdaq, Donald Trump y serait-il pour quelque chose ?

rédigé par [Philippe Béchade](#) 27 mai 2020

L'euphorie boursière des dernières 72h s'étiole alors que Wall Street affiche des performances contrastées du fait d'une rotation sectorielle de plus en plus marquée entre les titres "value" (le Dow Jones confirme le franchissement des 25.000) et les valeurs de croissance.

Le Nasdaq perd pratiquement -2% dans le sillage des semi-conducteurs et des GAFAM : Amazon et Netflix lâchent -2,5% , Microsoft -2%, Facebook -3%.

Les investisseurs notent également l'hostilité de plus en plus marquée de Donald Trump à l'encontre des GAFAM qui représentent un contre-pouvoir inquiétant (surtout s'il soutiennent Joe Biden) et des réseaux sociaux, s'étant vu censuré à 2 reprises ce mardi par Twitter (-4%) pour cause de tweets jugés trompeurs ou mensongers.

Trump songerait à faire suspendre certains réseaux sociaux qui brident la liberté d'expression (la sienne en l'occurrence, car s'il s'agit des "Fake News" des démocrates, la censure peut s'en donner à cœur joie !).

Covid-19 : “la goutte d'eau qui a fait déborder le vase”

rédigé par [Nicolas Perrin](#) 28 mai 2020

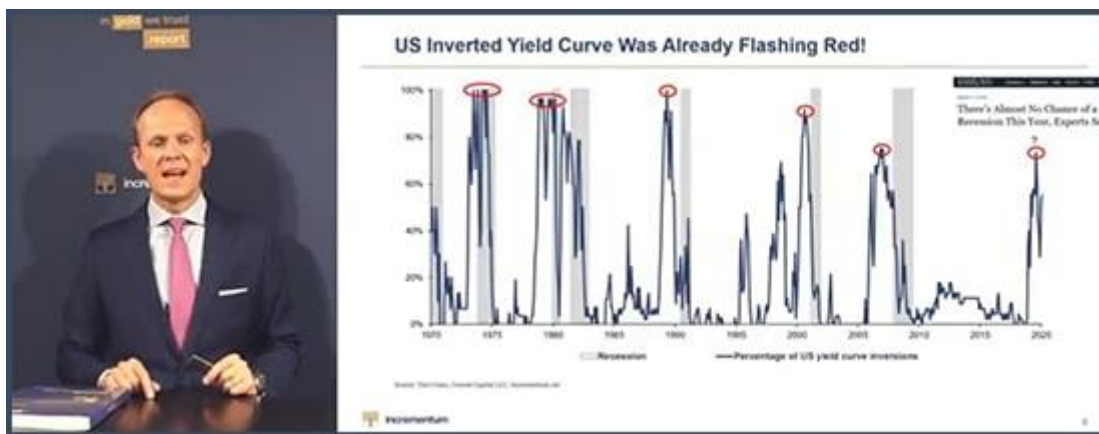
Les décisions des gouvernements et des banques centrales de la planète auront pour effet d'aggraver l'état de l'économie, au lieu de l'améliorer. Un seul actif en sortira gagnant...

L'épidémie en cours a été anticipée et bien gérée par certains Etats : ce n'est donc pas un cygne noir, [comme nous l'avons vu hier](#). Le cygne noir, ce sont les décisions de nos gouvernements et de nos banquiers centraux.

Le virus n'est que le révélateur d'une situation qui couvait depuis bien longtemps déjà, comme le rappelle Ronald Stöferle dans son intervention du 21 avril pour le World Gold Forum 2020.

Combien de nuages noirs ont été ignorés ?

Le plus évident d'entre tous, que nous avons eu maintes fois eu l'occasion d'évoquer dans ces colonnes, c'est bien entendu l'inversion de la courbe des taux américains.



L'inversion de la courbe des taux américains envoyait déjà des signaux d'alerte !

Comme l'explique Stöferle :

« La courbe des taux est probablement l'un des indicateurs de récession les plus fiables. Les signaux qu'elle nous envoie étaient déjà rouge vif l'année passée. La situation était déjà très fragile avant [l'arrivée du virus]. »

Pour [rappel](#), l'inversion de la courbe des taux représente le passage en territoire négatif de l'écart entre le taux à 10 ans et le taux à trois mois (représenté de manière inversée sur le graphique ci-dessus).

Cet indicateur a tout de même fait preuve d'une certaine régularité, puisqu'il a annoncé chacune des cinq dernières récessions. Et ce n'est pas encore cette fois-ci qu'il aura été démenti.

« La 'bulle de tout', un insecte en quête de pare-brise »

Pas besoin de vous faire un dessin puisque, si vous êtes un lecteur régulier de ces colonnes, vous n'êtes pas sans savoir que, ces dernières années, « les bulles n'étaient pas limitées à certaines zones des marchés. Nous avons vu un plus haut historique sur l'immobilier partout dans le monde, sur les marchés actions, sur le marché de l'art [...] mais également – et c'est probablement la plus grosse de toutes les bulles – sur le marché obligataire ».



La « bulle de tout », un insecte en quête de pare-brise

Ce n'est pas tout.

« Des intervenants conditionnés comme des chiens de Pavlov »

Stöferle entend par-là qu'à chaque correction des marchés, les opérateurs ont pu compter sur « le [put de la Fed](#) ». C'est vrai...

... A la nuance près que cette question est en quelque sorte celle de l'œuf et de la poule : les opérateurs restent-ils positionnés à la hausse parce qu'ils s'attendent à ce que la Fed intervienne lors de chaque chute des cours des marchés actions ? Ou bien les banques centrales sont-elles allées tellement loin dans la fuite en avant qu'elles ne peuvent plus se permettre de laisser le château de cartes s'effondrer sur lui-même ?

Souvenez-vous par exemple de 2018 : Jerome Powell venait de prendre la tête d'une Fed dont il nous assurait qu'il allait normaliser le bilan en mode « pilote automatique ».

Puis, au quatrième trimestre, les intervenants ont fait part de leur déception en conduisant les marchés actions US à enregistrer leur plus [grosse liquidation](#) depuis des années. *In fine*, Jerome Powell a renoncé à relever les taux directeurs de la Fed.

Si l'on envisage la situation de ce point de vue, ce serait plutôt la Fed qui est prisonnière des marchés – pour ne pas parler de sa très relative indépendance vis-à-vis du pouvoir politique.

Ce qui nous amène au cœur du problème.

« L'une des plus grandes bulles qui existent encore est celle de la confiance dans les banquiers centraux »

Cette confiance est « en train d'être mise à l'épreuve », explique Stöferle.

Comme l'explique Paul Tudor Jones au sujet de la crise sanitaire et économique en cours :

« Nous avons contré ce choc existentiel avec le plus gros des bazookas budgétaire et monétaire jamais utilisé. Ce n'est même plus un bazooka. Ça ressemble plutôt à une bombe nucléaire. »

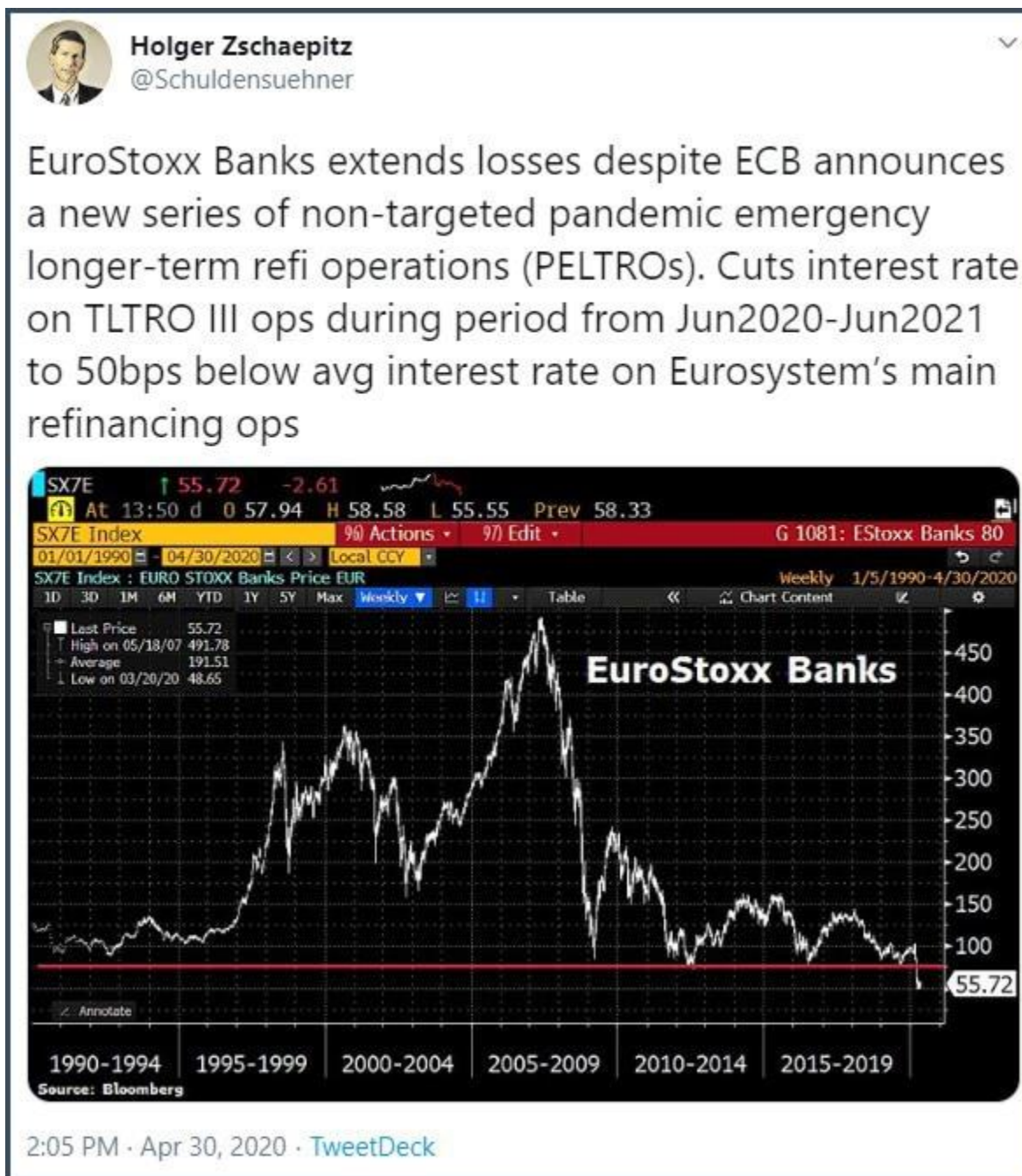
Comment affirmer le contraire lorsque l'on voit la nouvelle ribambelle d'acronymes que les banques centrales ont obligé les opérateurs et les journalistes financiers à ingurgiter ?

Fed's Alphabet Soup – Toolkits to Help Ease Liquidity/Funding Stress			
Toolkit	Goal	Details	Rate
USD Swap Line	Help lessen dollar funding strain	Amt up to \$60bn for 6mo	OIS+25
Discount Window	Traditional lender of last resort program for banks		Primary credit rate (25bps)
Primary Dealer Collateral Financing (PDCF)	Alleviate B/S strain and provide financing	Take as collateral security no worse than IG-rated	Primary credit rate (25bps)
Commercial Paper Funding Facility (CPFF)	Backstop for the term CP market, expanded to include muni issuers	Establish SPV facility using money from Fed and \$10bn in credit protection from Treasury dept.	10bp regis. fee; 3m OIS+200bp
Money Market Liquidity Facility (MMLF)	To support MMF, majority buyer of CPs; help lend money to MMFs in light of redemptions	Take as collateral Tsy, GSE-sponsored at the Fed prime discount rate, and ABCP and Unsec CP at the rate+100bp	Discount rate; Discount rate+100bp
Primary Market Corporate Credit Facility (PMCCF)	Serve as funding backstop for new bond and loan issuance	IG-rated US Cos with material operation in US, with maturity<4y; borrowers may elect to defer interest/principal + mkt int. payments during first 6mos of the program	Commitment fee of 100bps rate
Secondary Market Corporate Credit Facility (SMCCF)	Provide liquidity; Purchase in the market corp debt issued by eligible issuers/ETFs that hold those	Maturity 5y and in, rated above BBB-/Baa3; max amt. capped at 10% of max bonds out. no more than 20% of any ETF; SPV with initial \$10bn from Treasury	Purchase price at the fair market value

Préparez-vous aux acronymes !

Et encore ce tableau ne concerne-t-il que les Etats-Unis. Si l'on se tourne vers la Zone euro, il faut ajouter à cette liste le PEPP (programme d'achat urgence pandémique, dans la langue de Molière) dont nous a gratifié la BCE le 18 mars, lequel s'ajoute au TLTRO (III, si j'ai bien suivi).

Enfin, le 30 avril, sans doute jalouse de l'interminable liste d'acronymes américains, Christine Lagarde a donné naissance aux PELTRO, ce qui n'a pas particulièrement rassuré le marché vis-à-vis de la santé du secteur bancaire européen.



L'EuroStoxx Banks étend ses pertes en dépit du fait que la BCE annonce une nouvelle série d'opérations de refinancement d'urgence à long terme non ciblées (PELTRO). La BCE a réduit le taux d'intérêt des opérations TLTRO III sur la période allant de juin 2020 à juin 2021 à 50 points de base en dessous du taux d'intérêt moyen des principales opérations de refinancement de l'Eurosystème.

Bref, plus nous avançons dans la Crise, plus notre mémoire va être sollicitée pour retenir le nom des dernières inventions des grands planificateurs centraux...

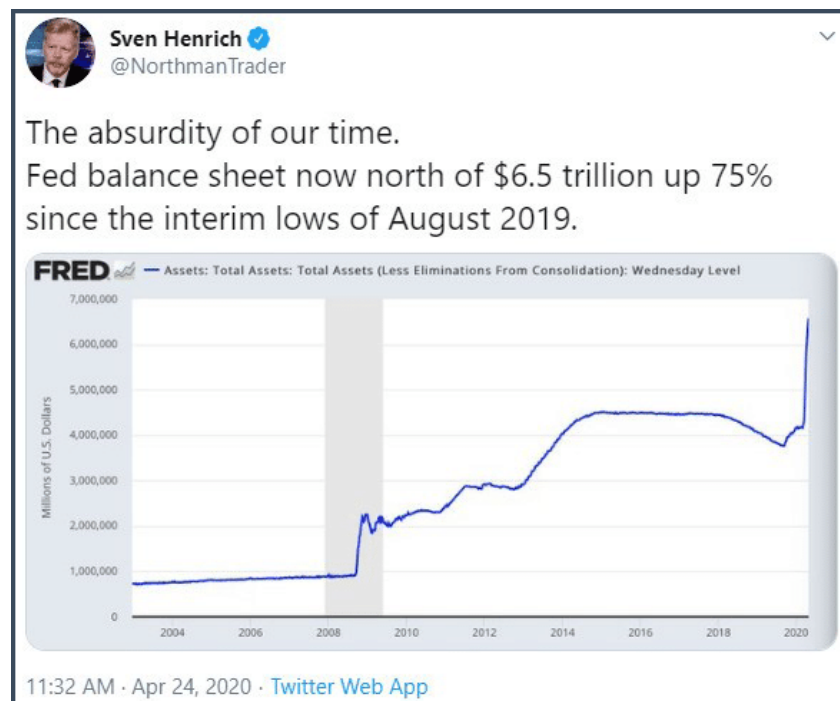
« Un stimulus monétaire et budgétaire sans précédent »

Derrière ces acronymes, il y a des chiffres astronomiques, comme le relevait Stöferle le 21 avril :

« Rien que la semaine dernière, 550 000 Mds\$ ont été imprimés par la Fed. Cela représente cinq fois la production annuelle d'or, ou encore 4,5 fois la capitalisation de Bitcoin. »

Si l'on prend encore un peu de recul, on s'aperçoit que « la Fed a fait en deux semaines ce qu'elle avait mis huit mois à faire en 2009. » On a donc bien affaire à un stimulus monétaire sans précédent.

Voici où en était la Fed au 24 avril :



L'absurdité de notre époque. Le bilan de la Fed se situe désormais au-delà des 6 500 Mds\$, en hausse de 75% depuis le creux provisoire d'août 2019.

La situation prend encore plus de saveur si l'on combine les bilans des trois plus grosses banques centrales.



Bilan combiné de la Fed, de la Banque du Japon et de la BCE (23 avril 2020, \$)

Cette découverte de nouvelles frontières ne se cantonne pas à la sphère monétaire, par ailleurs. Il en va de même au niveau budgétaire, qui n'est que le revers de la médaille.

Une coopération croissante

Le résultat, c'est que « nous allons voir un alignement et une coopération beaucoup plus étroits entre les banques centrales et les politiciens » que cela n'a jamais été le cas auparavant, comme l'explique Stöferle.

YouTube Recherche

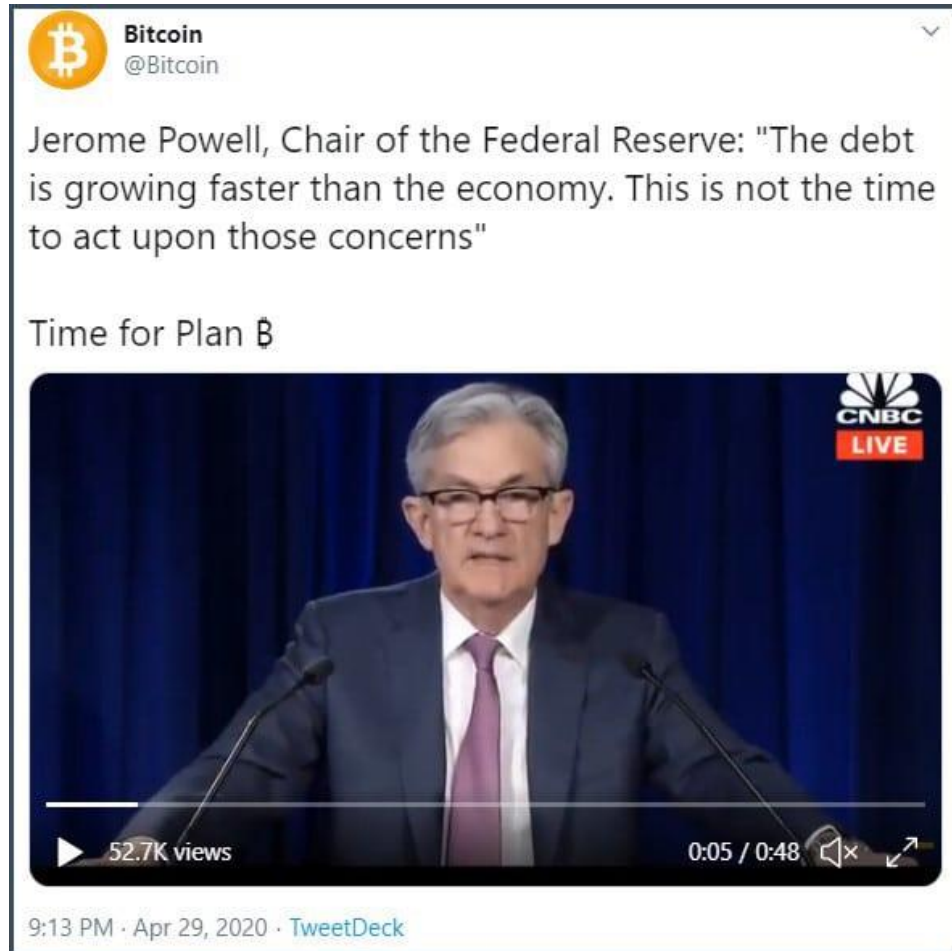
Unprecedented Monetary & Fiscal Stimulus

UNLIMITED QE UNPRECEDENTED FISCAL STIMULUS

Ronald Peter Stöferle: Black swans, grey rhinos and golden bulls - World Gold Forum 2020
3 190 vues • 21 avr. 2020
144 0 PARTAGER ENREGISTRER
In Gold We Trust 1,12 k abonnés S'ABONNER

Un stimulus monétaire et budgétaire sans précédent

Jerome Powell en a d'ailleurs donné une illustration tout à fait flagrante le 29 avril.



Jerome Powell, président de la Fed : « La dette augmente plus vite que l'économie. Ce n'est pas le moment de donner suite à ces préoccupations. »

Sachant que la dette mondiale se montait à 322% du PIB mondial au 31 décembre 2019, contre 282% « « « seulement » » » en 2007 selon les derniers chiffres de l'IIF, on se demande s'il faut rire ou pleurer face à ce genre de déclaration...



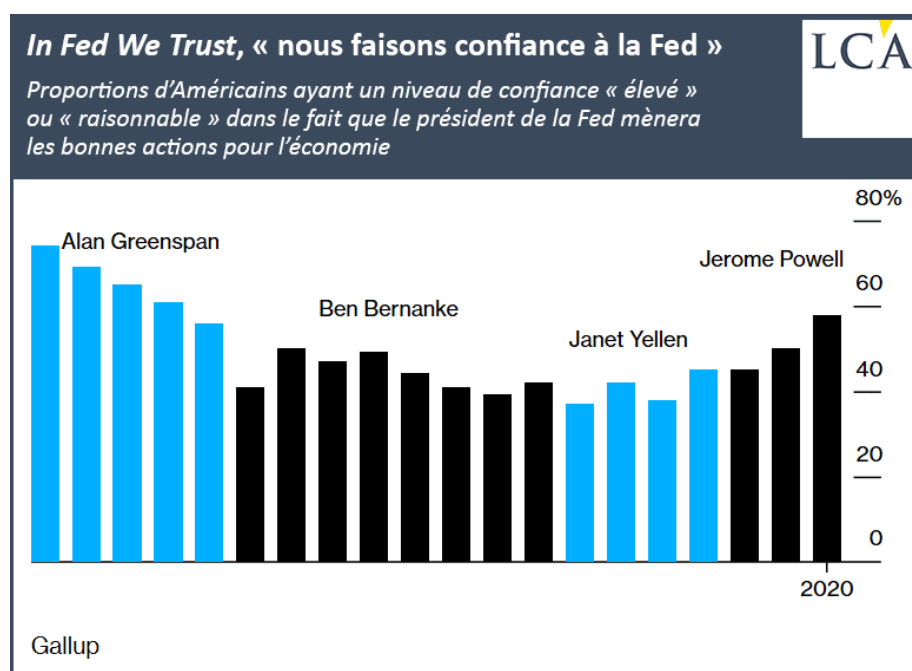
« Lol. On s'inquiète de la dette à quelle heure, du coup ? »

Et Stöferle de préciser le 21 avril :

« Au cours des dernières semaines, 9 000 Mds\$ ont été garantis en tant que stimulus budgétaire. Pour mettre cet autre chiffre en perspective, ce montant permettrait d'acheter tout l'or qui a jamais été produit... C'est 10% du PIB mondial. [...]

C'est un chiffre important mais ce chiffre a vocation à devenir beaucoup plus élevé parce que cela conduira chaque économiste à croire que l'on aura droit à une reprise en 'V'. Je ne pense pas que ce sera le cas. Nous n'avons encore été confronté à aucune problème de taille, à aucune faillite majeure. Or, avec le décalage, je suis absolument certain que des problèmes finiront par apparaître. Des problèmes que les banquiers centraux et les politiques ne pourront pas résoudre. »

Pour le moment, la crise a renforcé la crédibilité que les intervenants accordent aux banquiers centraux.



Fatalement, le moment arrivera où le mot d'ordre ne sera plus « *In Fed We Trust* », « nous faisons confiance à la Fed », mais « *In Gold We Trust* », « nous faisons confiance à l'or »...

L'usine qui aurait pu faire basculer le destin d'un pays

rédigé par [Bill Bonner](#) 28 mai 2020

Nous retraçons le destin d'une raffinerie de sucre en Argentine, qui a réalisé des choses qui seraient sans doute impossibles de nos jours...



Nous sommes toujours en Argentine. Toujours [coupé du reste du monde](#) (les aéroports sont fermés).

Nous en tirons le meilleur parti en apprenant autant que possible [les leçons d'une économie qui a foncé dans le mur](#).

Comme vous allez le voir... tout n'a pas raté.

Ce qui suit est une brève histoire de l'un des investissements les plus profitables de tous les temps.

Une stratégie audacieuse... hardie... difficile – mais qui s'est finalement révélée extrêmement lucrative... créant l'une des plus grosses fortunes d'Amérique du Sud... et nourrissant la carrière politique de l'homme qui aurait pu empêcher la banqueroute de l'Argentine.

Il s'agit de « Tabacal » – une gigantesque exploitation de sucre de canne dans le nord-ouest de l'Argentine.

De la richesse réelle

Nous l'abordons parce que c'est une histoire fascinante. Elle nous parle à la fois du monde tel qu'il était au début du XXème siècle... et tel qu'il est 100 ans plus tard.

A l'époque, un groupe d'hommes d'affaires et d'investisseurs argentins pouvaient créer un gigantesque nouveau secteur, faisant appel à des milliers de personnes... à des millions de dollars de capital réel (du vrai argent, gagné – et épargné – par de vraies personnes)... et à toutes les technologies de dernier cri en matière d'agriculture, d'ingénierie mécanique, d'ingénierie hydraulique, de botanique, de chimie et de nombreuses autres disciplines. Ils pouvaient créer ce qui serait aujourd'hui des milliards et des milliards de dollars de nouvelle richesse.

Une fois encore, on parle de richesse réelle – du sucre – pas uniquement de nouvelles applis pour smartphone et autres gains factices issus d’un marché boursier artificiellement gonflé par la fausse monnaie de la Réserve fédérale.

Un projet improbable

Notre histoire commence en 1916. C’est à ce moment-là que Robustiano Patrón Costas, descendant du train à Orán, en Argentine, réalisa que la région se prêtait très bien à une raffinerie de sucre moderne.

A l’époque, cela semblait tout à fait improbable. La campagne environnante était entièrement sauvage, avec très peu d’habitants et aucune des infrastructures nécessaires à une usine de grande taille. Pas de ville. Pas d’ouvrier qualifiés. Pas de routes. Pas d’électricité.

Malgré tout cela, Patrón Costas a réuni un groupe d’investisseurs et s’est lancé dans un projet à couper le souffle... qui, aujourd’hui, semble presque impossible.

Ils ont dû débroussailler des milliers d’acres – en grande partie avec des pelles et des pioches uniquement. Il a fallu construire un vaste système d’irrigation, détournant partiellement une rivière pour la faire passer par des canaux, des écluses, des digues et des centaines de kilomètres de fossés.

La terre dut être labourée et semée... expérimentant avec différentes sortes de canne à sucre en provenance du monde entier. Il fallut identifier et vaincre des insectes et des maladies nuisibles aux plantes. Il fallut construire une voie ferrée pour transporter la canne à sucre jusqu’à la raffinerie – équipée, au final, de 16 locomotives et 1 500 wagons de fret.

Ville nouvelle

Ce n’était qu’un début. Durant la saison de la récolte, 8 000 travailleurs étaient nécessaires. Où vivraient-ils ? Que mangeraient-ils ?

Et qu’en était-il des milliers d’employés permanents ? Où leurs enfants iraient-ils à l’école ? Où prieraient-ils ? Où mangeraient-ils ? Et s’ils tombaient malades ?

Patrón Costas et ses associés durent construire toute une ville. Des maisons – propres, nettes, modernes, construites dans des rues bordées d’arbres –, des églises, des écoles (pour 1 200 élèves), des boulangeries, des scieries, deux coiffeurs (un pour les hommes, l’autre pour les femmes), des ateliers de menuiserie et de métallurgie... un théâtre, des courts de tennis, des terrains de polo... et un hôpital, où non seulement on soignait les gens, mais où les technologies médicales les plus récentes – comme les rayons X – étaient disponibles, et où l’on pratiquait aussi des opérations chirurgicales.

Une laiterie fournissait du lait. Une ferme donnait des fruits et légumes. La boulangerie traitait 80 sacs de farine, de 75 kg pièce, tous les jours.

La raffinerie elle-même était tout aussi gigantesque, alimentée par sa propre centrale électrique. En 1945, elle produisait 51 millions de kilos de sucre et quatre millions de litres d’alcool. Dans les années 1980, c’était la plus grande raffinerie de sucre au monde.

Les investisseurs sont devenus riches – et les salariés ont prospéré aussi. La raffinerie a fait venir des milliers d’autochtones n’ayant ni compétences ni argent – nombre d’entre eux faisaient partie des tribus indigènes de la région – pour en faire des charpentiers, des cuisiniers, des machinistes, des boulangers, des chauffeurs et même des ingénieurs chimistes.

Qu'est-ce que tout ça est devenu ensuite ? C'est ce que nous verrons dès demain.